



PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 3 MAJA 2018 R.

(C/2024/3255)

PARLAMENT EUROPEJSKI

SESJA 2018-2019

Posiedzenia z 2 i 3 maja 2018 r.

BRUKSELA

Spis treści	Strona
1. Otwarcie posiedzenia	4
2. Wybory prezydenckie w Wenezueli (złożone projekty rezolucji): patrz protokół	4
3. Debata z premierem Belgii Charles'em Michele'm na temat przyszłości Europy (debata)	4
4. Wznowienie posiedzenia	31
5. Powitanie	31
6. Stanowisko Rady w pierwszym czytaniu : Patrz protokół	31
7. Głosowanie	31
7.1. Protokół do Umowy o partnerstwie i współpracy między UE a Uzbekistanem (przystąpienie Chorwacji) (A8-0104/2018 - Jozo Radoš) (głosowanie)	32
7.2. Umowa ramowa między UE a Koreą (przystąpienie Chorwacji) (A8-0120/2018 - Tokia Saïfi) (głosowanie)	32
7.3. Poddanie nowej substancji psychoaktywnej ADB-CHMINACA środkom kontroli (A8-0133/2018 - Maite Pagazaurtundúa Ruiz) (głosowanie)	32
7.4. Poddanie nowej substancji psychoaktywnej CUMYL-4CN-BINACA środkom kontroli (A8-0134/2018 - Maite Pagazaurtundúa Ruiz) (głosowanie)	32
7.5. Uruchomienie Europejskiego Funduszu Dostosowania do Globalizacji: wniosek EGF/2017/010 BE/Caterpillar (A8-0148/2018 - Eider Gardiazabal Rubial) (głosowanie)	32

Spis treści	Strona
7.6. Sprawozdanie roczne za rok 2016 dotyczące ochrony interesów finansowych UE – zwalczanie nadużyć finansowych (A8-0135/2018 - Gilles Pargneaux) (głosowanie)	32
7.7. Sprzeciw na podstawie art. 106 Regulaminu: genetycznie zmodyfikowany burak cukrowy H7-1 (B8-0220/2018) (głosowanie)	32
7.8. Mianowanie członka komisji selekcyjnej ds. Prokuratury Europejskiej (B8-0219/2018) (głosowanie)	32
7.9. Sprawozdanie roczne z kontroli działalności finansowej EBI za rok 2016 (A8-0139/2018 - Marco Valli) (głosowanie)	32
7.10. Wybory prezydenckie w Wenezueli (B8-0225/2018) (głosowanie)	32
7.11. Polityka spójności i cel tematyczny „promowanie zrównoważonego transportu i usuwanie niedoborów przepustowości w działaniu najważniejszych infrastruktur sieciowych” (A8-0136/2018 - Andrey Novakov) (głosowanie)	32
7.12. Ochrona migrujących dzieci (B8-0218/2018) (głosowanie)	32
7.13. Zaprzestanie testowania kosmetyków na zwierzętach na całym świecie (B8-0217/2018) (głosowanie)	32
7.14. Obecna sytuacja i perspektywy na przyszłość dla unijnych sektorów hodowli owiec i kóz (A8-0064/2018 - Esther Herranz García) (głosowanie)	33
7.15. Pluralizm mediów i wolność mediów w Unii Europejskiej (A8-0144/2018 - Barbara Spinelli) (głosowanie)	33
8. Wyjaśnienia dotyczące sposobu głosowania	33
8.1. Sprawozdanie roczne za rok 2016 dotyczące ochrony interesów finansowych UE – zwalczanie nadużyć finansowych (A8-0135/2018 - Gilles Pargneaux)	33
8.2. Sprawozdanie roczne z kontroli działalności finansowej EBI za rok 2016 (A8-0139/2018 - Marco Valli)	35
8.3. Wybory prezydenckie w Wenezueli (B8-0225/2018)	36
8.4. Polityka spójności i cel tematyczny „promowanie zrównoważonego transportu i usuwanie niedoborów przepustowości w działaniu najważniejszych infrastruktur sieciowych” (A8-0136/2018 - Andrey Novakov)	37
8.5. Ochrona migrujących dzieci (B8-0218/2018)	39
8.6. Zaprzestanie testowania kosmetyków na zwierzętach na całym świecie (B8-0217/2018)	40
8.7. Obecna sytuacja i perspektywy na przyszłość dla unijnych sektorów hodowli owiec i kóz (A8-0064/2018 - Esther Herranz García)	42
8.8. Pluralizm mediów i wolność mediów w Unii Europejskiej (A8-0144/2018 - Barbara Spinelli) ..	43
9. Korekty do głosowania i zamiar głosowania: patrz protokół	46
10. Przesunięcie środków: patrz protokół	46

Spis treści	Strona
11. Składanie dokumentów: patrz protokół	46
12. Przekazanie tekstów przyjętych w trakcie obecnego posiedzenia : patrz protokół	47
13. Kalendarz następnych posiedzeń: patrz protokół	47
14. Zamknięcie posiedzenia	47
15. Przerwa w obradach	47

PEŁNE SPRAWOZDANIE Z OBRAD 3 MAJA 2018 R.

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

1. Otwarcie posiedzenia

(La séance est ouverte à 9 h 09)

2. Wybory prezydenckie w Wenezueli (złożone projekty rezolucji): patrz protokół

3. Debata z premierem Belgii Charles'em Michele na temat przyszłości Europy (debata)

Le Président. – L'ordre du jour appelle le débat avec Charles Michel, Premier ministre de la Belgique, sur l'avenir de l'Europe.

Mesdames et Messieurs, aujourd'hui, nous avons parmi nous le Premier ministre du Royaume de Belgique, M. Michel. Comme d'habitude, nous aurons un vrai débat avec le Premier ministre d'un État membre de l'Union européenne.

Je suis heureux d'accueillir le Premier ministre de la Belgique, ici, à Bruxelles. Ainsi, nous pouvons débattre aussi au siège bruxellois du Parlement européen, et pas seulement à Strasbourg. Il est pour nous très important que le Parlement soit au cœur du débat politique sur l'avenir de l'Europe. Nous avons accueilli plusieurs chefs d'État et de gouvernement et nous avons eu de vrais débats et pas seulement des discours officiels. Je pense que c'est la bonne façon d'aller de l'avant pour regarder ce que nous pouvons faire ensemble, États membres, Parlement européen et Commission. Je remercie aussi le président de la Commission européenne ainsi que M^{me} la commissaire Thyssen de participer à ce débat.

Encore une fois, je remercie M. Michel pour son engagement et pour son travail. Je pense qu'il sera très intéressant pour nous de savoir, au lendemain de la présentation du budget de l'Union européenne 2021-2027, ce qu'on pense en Belgique sur les sujets politiques les plus importants pour nous tous ou pour l'avenir de l'Europe, ainsi que de connaître les projets de M. Michel pour le futur.

Charles Michel, Premier ministre de Belgique. – Monsieur le Président du Parlement européen, Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur le Président de la Commission, Madame la Commissaire, Mesdames et Messieurs, d'abord, bien sûr, je souhaite vous remercier pour cette belle initiative qui casse les codes: offrir aux chefs d'État et de gouvernement l'occasion de débattre directement avec les députés européens élus au suffrage universel. Provoquer la confrontation d'idées, mettre en lumière les enjeux et les différentes visions pour les appréhender, cette initiative qui est la vôtre est utile et nécessaire.

Mesdames et Messieurs les députés, soixante ans après le traité de Rome, à nouveau, l'Union européenne fait face à un moment charnière et dans tous nos pays – dans le mien aussi –, nous ressentons en quelque sorte un changement de paradigme. L'Europe qui rassure était une évidence pour nos grands-parents après plusieurs siècles de conflits et de guerres. Les dividendes de la paix et de la prospérité étaient une réalité concrète, appréciée à sa juste valeur. Aujourd'hui, dans l'imaginaire collectif, l'Europe, trop souvent, est associée à la mondialisation qui fait peur, à l'austérité, à l'opacité ou à une forme de technocratie. En quelques années, l'Europe qui rassure est devenue une Europe des crises, une Europe qui inquiète – crises financières, économiques, crise de la dette, crise de la migration et même le Brexit –,

l'impression d'une Europe qui subit et qui aurait perdu le contrôle de son avenir et de son destin.

Pourtant, à mes yeux, la plus-value de l'Europe est réelle. Elle est concrète, elle est quotidienne, mais est-elle assez visible? Est-elle assez perceptible? Selon moi, nous faisons face à une crise de confiance fondamentale, crise de confiance dans les institutions publiques, en général, y compris européennes, crise de confiance aussi envers les médias classiques avec, en quelque sorte, la transparence des réseaux sociaux qui donne une forme d'illusion avec un lot de *fake news* et aussi de manipulations. Pourtant, la confiance, c'est la clé de la démocratie. La démocratie, c'est un contrat entre les citoyens et leurs représentants. Le suffrage universel, c'est la légitimité pour décider, pour arbitrer, pour faire des choix et nous sommes confrontés – ce n'est pas neuf dans l'histoire – à des extrémistes de tous bords qui agitent les peurs. Ils disséminent le venin du simplisme et de la caricature pour monter les peuples les uns contre les autres, pour encourager le repli sur soi et, même parfois, pour tenter de provoquer des reculades sur les valeurs fondamentales.

Mesdames et Messieurs, je suis et je veux être un Européen engagé, mais pas un Européen naïf ou béat. L'Europe va mieux. Les crises sont gérées, la croissance et les investissements reprennent progressivement, nos frontières sont mieux contrôlées, la lutte contre le terrorisme progresse et, plus que jamais – je veux partager cette conviction avec vous –, nous devons revenir vers les fondamentaux originels de l'idée européenne: conquérir la raison et le cœur de nos compatriotes européens, convaincre avec un idéal mais pas seulement avec un idéal, convaincre avec des résultats, à savoir la paix et la sécurité, la prospérité et l'égalité, la liberté et la démocratie. À mes yeux, ce ne sont pas des mots creux, c'est au contraire une ambition solide et tenace. C'est une promesse dont nous sommes les héritiers. C'est une promesse que, jour après jour, nous devons honorer. Pour cette raison, ma conviction est que, plus que jamais, à nouveau, l'heure des choix a sonné. Je veux les résumer en trois questions simples auxquelles je souhaite apporter ma part de réponse engagée. Que voulons-nous faire ensemble, comment et avec qui?

Première question: que voulons-nous faire ensemble? Je veux une Europe forte qui repose sur vingt-sept États solides, pas une Europe qui s'occupe de tout, toujours et tout le temps, mais une Europe qui agit chaque fois que sa plus-value est réelle. Plutôt qu'une vaine bataille de souverainetés, les États membres contre l'Union européenne, je préfère choisir un autre chemin qui est celui de la primauté politique. La primauté politique et démocratique dans les États membres et au sein de l'Union européenne. Nous devons, je crois, casser cette spirale d'une perception d'impuissance démocratique et nous devons démontrer par des résultats la valeur ajoutée complémentaire de l'action de l'Union européenne et de chacune de nos démocraties nationales. Nos démocraties européennes, nationales, régionales et locales doivent se compléter et se renforcer mutuellement. De la même manière, nous devons en permanence faire coïncider la solidarité de tous avec la responsabilité de chacun.

Mesdames et Messieurs, j'identifie trois exigences pour donner un nouvel élan à cette alliance européenne: la prospérité, la sécurité et les valeurs européennes. D'abord, l'exigence de prospérité. La prospérité doit être stimulée et encouragée. Nous devons achever l'Union bancaire, nous devons consolider l'Union économique et monétaire dans la zone euro, nous devons réduire les risques et mieux les partager, l'un et l'autre, l'un avec l'autre. Dans ce cadre-là, la fiscalité est un instrument national mais la compétition fiscale, parfois outrancière entre États membres, est un frein pour l'attractivité collective dans la zone euro. Comment puis-je expliquer à mon épicier qu'il paie un taux d'impôt plus élevé qu'un géant du Net qui, lui, réalise des milliards d'euros de chiffre d'affaires sur le sol européen? Nous devons poursuivre la coopération en matière d'évasion fiscale et aller progressivement vers une harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. La Belgique soutient les principes proposés par la Commission européenne sur les GAFAs et, bien sûr, nous suivons avec attention aussi les travaux de l'OCDE à cet égard.

Mesdames et Messieurs, l'agenda digital, l'intelligence artificielle sont à mes yeux des gisements d'opportunités pour notre continent. À mes yeux, absolument tout, à cet égard, est sur la table. Décidons, arbitrons, tranchons sur ces sujets et nous libérerons ainsi un potentiel extraordinaire d'emplois et de croissance.

Le réchauffement climatique ne fait pas l'ombre d'un doute. Nous n'avons qu'une planète. Les accords de Paris doivent être mis en œuvre et, là aussi, la transition énergétique est une opportunité pour l'innovation et pour la transformation de notre modèle économique.

Comme libéral, très naturellement, je soutiens le libre-échange, parce que de tous temps, l'histoire l'a montré, le libre-échange a favorisé l'harmonie entre les peuples. Il a engendré de tous temps des progrès économiques et des progrès sociaux. Le libre-échange est vertueux chaque fois que les rapports entre les parties sont équitables. La réciprocité sur base de standards sociaux et environnementaux élevés doit être notre objectif. C'est dans cet esprit que je me suis personnellement battu, dans mon pays, pour veiller à la signature du CETA et c'est dans le même esprit que je me bats pour défendre les préoccupations des agriculteurs en lien avec le Mercosur. Nos agriculteurs ne peuvent pas être une variable d'ajustement. Des finances publiques assainies, des investissements supplémentaires, des emplois, du pouvoir d'achat, c'est l'équation vertueuse. L'initiative de Jean-Claude Juncker pour relancer les investissements était indispensable. J'ai souhaité d'ailleurs aussi inscrire mon pays, la Belgique, dans cette dynamique avec un pacte national ambitieux pour les investissements. Développements économique et social vont de pair. Le socle européen des droits sociaux est une avancée et je veux aussi saluer les efforts pour stimuler la convergence des normes sociales et renforcer la coopération entre États membres, à cet égard.

Mesdames et Messieurs, j'en viens à la deuxième exigence: la sécurité. Assurer la sécurité, c'est garantir la liberté réelle de chaque citoyen. Assurer la sécurité, c'est défendre nos valeurs de démocratie et d'état de droit. Assurer la sécurité, c'est une responsabilité commune, partagée et nous devons, au plus vite, nous doter d'une capacité de réponse autonome, crédible contre toutes les formes de menace. Nous devons aussi poursuivre les efforts pour sécuriser nos frontières extérieures. Nous devons aussi amener nos services de sécurité à coopérer mieux, à coopérer davantage pour lutter contre le terrorisme ou pour lutter contre la criminalité organisée. La Belgique veut être un partenaire loyal au sein de l'OTAN et au sein de l'Union européenne. Nous voulons une défense européenne au sein de l'OTAN. La PESCO, le Fonds européen de défense sont de bons instruments pour progresser. Notre capacité opérationnelle doit être au service de nos valeurs et de nos intérêts géopolitiques.

En Belgique, nous avons foi dans le multilatéralisme et pourtant le multilatéralisme souffre. Les normes et les règles de bonne conduite internationales sont moins respectées. L'action collective, ces dernières années, a décliné. Or, plus que jamais, nous devons réfléchir et agir globalement. Nous devons, par exemple, développer une réelle stratégie de voisinage, nous devons mieux prévenir les conflits régionaux, mieux anticiper leurs conséquences potentielles. Le Sahel, la Syrie et la Libye sont autant de conflits graves qui peuvent lourdement impacter notre futur. Nous devons développer une ambition géopolitique plus ferme pour promouvoir nos valeurs et défendre nos intérêts à court, moyen et long termes.

J'ai une ferme conviction dans ce monde qui change et dans lequel plus personne ne peut unilatéralement imposer son point de vue: l'Union européenne a une place à prendre. Nous pouvons être le moteur d'un multilatéralisme renouvelé et nous sommes le moteur pour relever ces grands défis de l'humanité: la paix, la sécurité, le développement ou le réchauffement climatique.

Mesdames et Messieurs, les mouvements migratoires sont inhérents à l'histoire de l'humanité. Nous ne devons pas les redouter, nous devons les appréhender. La Belgique, depuis longtemps, a l'ambition de mettre en œuvre une politique migratoire qui conjugue humanité et fermeté. Nous combattons la migration illégale parce que celle-ci alimente les réseaux criminels et conduit à des drames humains, indignes de notre siècle, mais ne doit-on pas élaborer aussi un système de migration légale et organisée ? Tôt ou tard, nous n'éviterons pas ce débat.

Mesdames et Messieurs, la troisième exigence, à mes yeux, est celle des valeurs européennes. Depuis le tout premier jour, l'Union européenne repose sur des valeurs communes qui transcendent nos différences et nos identités. Une histoire faite de moments glorieux et de souffrances tragiques, un bouillonnement intellectuel, spirituel, philosophique, des savants, des penseurs, des hommes d'État, des révolutions aussi, Voltaire, Montesquieu, la pensée des Lumières. Ces ingrédients ont engendré les libertés, la démocratie et l'état de droit. La Convention européenne des droits de l'homme consacre la dignité de chaque individu. C'est une lumière que, sans cesse, nous devons entretenir et amplifier. Il y a plus de soixante-dix ans, en 1946, Winston Churchill, évoquant l'échec de la Société des Nations, déclarait ceci: «si la Société des Nations n'a pas connu le succès, ce n'est pas parce que ces principes faisaient défaut, mais bien du fait que les États qui l'avaient fondée ont renoncé à ces principes». Nous tenons à la démocratie et à l'état de droit comme à la prunelle de nos yeux. Pour cette raison, la Belgique propose la mise en place d'un mécanisme de revue des pairs sur l'état de droit. Concrètement, les vingt-sept États se soumettraient à un examen régulier des autres États membres. Il s'agit pour chaque État de se regarder en face.

Mesdames et Messieurs, nous rejetons toutes les formes d'obscurantisme, nous voulons une société ouverte, basée sur la connaissance. C'est aussi pour cette raison que nous voulons promouvoir et développer une culture européenne respectueuse de nos différentes identités et de notre diversité. Nous devons amplifier les échanges, aller au-delà de la coopération universitaire, le programme Erasmus doit être démultiplié et doit être élargi.

Faire des choix, définir des priorités. La négociation des prochaines perspectives financières sera l'occasion de définir le regard que nous portons sur les prochaines années du projet européen. Nous devons consolider et moderniser les politiques communes, la cohésion et le soutien à la politique agricole. Nous devons aussi développer de nouvelles politiques: la sécurité, l'innovation, l'économie numérique, par exemple. Nous devons surtout dépenser mieux, dépenser beaucoup mieux. Il faudra appliquer au budget européen la même rigueur minutieuse que celle appliquée, à juste titre, par la Commission quand elle scrute nos budgets nationaux. Nous n'accepterons pas un volume d'efforts supplémentaires qui mettrait en péril les mesures de relance économique. Nous serons réalistes. Cette proposition est un point de départ utile, nous allons analyser en détail les propositions. Nul doute que ces négociations seront après et intenses.

Mesdames et Messieurs, j'en viens à la deuxième question. Toute entreprise, pour être couronnée de succès, nécessite une méthode adéquate. La révision des traités, à mes yeux, n'est pas nécessaire à court ou à moyen terme. Je pense même que ce serait, à court ou à moyen terme, contreproductif. Nous devons concentrer toute notre énergie pour remplir les exigences que je viens de mentionner. Les traités offrent suffisamment de flexibilité pour rendre notre réaction plus efficace dans chacun de nos États. Nous sommes confrontés à des réalités économiques, sociales, politiques parfois fort différentes. L'approfondissement de la zone euro, les questions de migration ont révélé, parfois brutalement, un certain nombre de réalités. Je crois profondément aux vertus du parler vrai. Je crois aux vertus de la négociation. Nous devons éviter les non-dits, éviter les tabous. Une meilleure compréhension entre nous est indispensable pour forger les décisions avec une assise large. Nous devons avancer à vingt-sept parce que notre unité est notre force, mais pas l'unité au prix de l'immobilisme parce que l'immobilisme, c'est la garantie de reculer, de régresser. J'ai été parmi les premiers à plaider pour une Europe à plusieurs vitesses, pas pour diviser, mais au contraire pour mettre un turbo dans nos décisions. Les avancées majeures ont souvent été le fruit d'une avant-garde: la zone euro, l'espace Schengen. L'Europe à plusieurs vitesses, ce n'est pas l'Europe à la carte. Quand on est membre du club, on en tire les bénéfices, on en assume aussi les responsabilités et les contraintes. Permettons donc à ceux qui le souhaitent d'avancer sans forcer ceux qui ne le veulent pas ou qui ont besoin de plus de temps.

Je voudrais, avec beaucoup de franchise dans cette assemblée, dire à quel point je fais partie de ceux qui regrettent une forme d'hypocrisie de ceux qui transforment systématiquement l'Europe en bouc émissaire, sans jamais avoir le courage de mettre en lumière ses résultats.

Nous devons mobiliser nos concitoyens. Nous devons éviter les débats en vase clos. Nous devons être ouverts sur la vie réelle. Les jeunes générations doivent être au cœur de nos préoccupations. Les jeunes sont notre espérance, notre force. Leur vitalité, leur impertinence, leur créativité doivent être encouragées et j'espère de tout cœur qu'ils prendront toute leur place, qu'ils occuperont tout l'espace, dans le cadre des initiatives de conventions citoyennes.

Mesdames et Messieurs, l'Union européenne représente un projet unique dans l'histoire de l'humanité. C'est une œuvre imparfaite, c'est une œuvre sans cesse inachevée. C'est surtout une promesse, une promesse pour un monde meilleur. Un monde meilleur qui repose sur des exigences: la prospérité, la sécurité et des valeurs fondamentales. Mettre nos finances publiques en ordre, engager des réformes économiques, sociales, prendre des mesures pour la sécurité, promouvoir la paix sont des batailles de chaque instant au service de l'idéal européen, au service des citoyens européens. Nous devons plus promouvoir la culture du résultat, faire reculer la technocratie. Nous devons libérer le potentiel de notre continent, l'innovation de nos chercheurs, la créativité de nos entrepreneurs, le dynamisme de nos *start-up* ou encore l'enthousiasme de nos universités. Ce sont des armes redoutables au service d'un projet optimiste et tout entier tourné vers l'avenir.

Mesdames et Messieurs, il y a soixante ans, des hommes d'État visionnaires, les pères fondateurs Jean Monnet et Robert Schuman, ont choisi de poser les pierres fondatrices d'un projet de réconciliation, de paix et de prospérité. Il leur a fallu du courage, de l'optimisme et de la confiance. Plus tard, sur les ruines du mur de Berlin, la génération emmenée par Helmut Kohl et François Mitterrand ou Jacques Delors a décidé de sceller une alliance solide. Elle a jeté les bases de la zone euro, ouvert l'espace Schengen avec des avancées tangibles pour nos concitoyens et il leur a fallu du courage, de l'optimisme et de la confiance. Notre génération politique et citoyenne tient aujourd'hui dans ses mains l'avenir du rêve européen. Après les pères fondateurs, après la génération des bâtisseurs, il nous appartient d'être les entrepreneurs de notre destin commun. Il nous appartient – c'est une conviction – de donner un nouvel élan. À nous maintenant de mettre en œuvre cette promesse, cette idée qui repose sur des valeurs intangibles que nous chérissons: la liberté, la dignité, la responsabilité. À nous maintenant de faire preuve de courage, d'optimisme et de confiance.

(L'Assemblée, debout, applaudit l'orateur)

Jean-Claude Juncker, *Président de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Madame la Commissaire, Mesdames et Messieurs les députés, la Belgique a une chance énorme d'avoir – comme ce fut le cas auparavant – un Premier ministre dévoué à la cause européenne. Si je pouvais dire la même chose de tous les Premiers ministres, nous serions dans une situation qui serait autrement meilleure que celle dans laquelle nous nous trouvons.

J'observe le Premier ministre Michel lorsqu'il évolue au sein du Conseil européen, je l'écoute lorsque nous sommes seuls – là où les choses importantes peuvent se dire plus facilement – et je suis toujours impressionné d'abord par son savoir et sa maîtrise des dossiers et ensuite par ses convictions européennes qui le portent loin, et qui portent loin la Belgique dans cette logique continentale à laquelle elle souscrit depuis 1952 sans désespérer.

Mais au-delà de la personne de mon ami Charles Michel, je voudrais ici rendre hommage à la Belgique. La Belgique qui, avec Strasbourg et Luxembourg, abrite les institutions européennes, et qui nous accueille, nous, la Commission – le Parlement pourra dire la même chose en ce qui le concerne – avec beaucoup de générosité, surtout les Bruxellois. Cette générosité m'impressionne au quotidien, nous sommes entourés de tendresse bruxelloise et nous aimons vivre à Bruxelles.

(Applaudissements)

J'espère d'ailleurs que les autorités belges feront preuve de la même générosité lorsqu'il s'agira de conférer la nationalité belge aux fonctionnaires britanniques qui sont ici à Bruxelles. Ils le méritent. Comme je sais que le Premier ministre parfois déborde de générosité, je suis sûr et certain qu'il tiendra compte de nos souhaits et de nos remarques.

C'est vers Bruxelles que convergent toutes les volontés européennes, les plus nobles des volontés européennes, et donc je me félicite de voir qu'en Belgique, le débat sur l'Europe progresse.

La Commission organise des dialogues citoyens – un peu plus de 650 jusqu'à présent –, moi-même j'ai participé à plusieurs dialogues citoyens en Belgique néerlandophone, francophone et germanophone, et je sais l'intérêt que portent les citoyens européens à la chose européenne et je ne peux qu'encourager le gouvernement belge et les gouvernements régionaux à continuer de faire ce qui doit être fait. J'ai eu l'occasion de pouvoir m'exprimer devant la Chambre des représentants. La semaine prochaine, je m'exprimerai devant le parlement flamand et devant le parlement wallon et donc j'aurai une lourde semaine belge qui, d'avance, me fait chaud au cœur.

Je voudrais dire aussi à quel point je suis satisfait de voir la Belgique prendre part au plan d'investissement, qui à une époque s'appelait le plan Juncker. La Belgique, jusqu'à présent, a su mobiliser entre 6, 7 et 8 milliards d'investissements, au nord et au sud du royaume, donc je suis très satisfait de la réponse belge au plan d'investissement européen.

J'ai bien sûr noté les remarques «amicales», exprimées avec beaucoup de retenue par le Premier ministre sur la proposition budgétaire que je vous ai présentée hier. Tout Européen convaincu verra à l'analyse, à l'autopsie, à l'examen détaillé des propositions intelligentes, sages de la Commission, que c'est un budget, un cadre financier qui évidemment ne casse pas les ressorts de la croissance, mais au contraire fait des ressorts qui existent dans les différents pays une chance de gisements d'emploi et de croissance. Je prends pour exemple les 20 milliards que nous voulons consacrer à la mise en place des réformes structurelles, ou les 30 milliards qui seront alignés pour pouvoir lutter, lorsqu'il le faudra, contre des chocs asymétriques qui nous viendraient de l'intérieur ou de l'extérieur. C'est donc un budget qui évidemment mériterait non pas les applaudissements spontanés du gouvernement belge, mais une réflexion qui lui permettra de ne pas dire non à ce budget. En fait, je voudrais que vous disiez oui tout de suite, mais il faudra examiner en détail les mérites des propositions qui sont faites.

Pour le reste, pourquoi ajouterais-je des propos à ceux du Premier ministre puisque sur l'essentiel des choses, de toute façon sur tout ce qu'il a dit aujourd'hui, nous sommes en harmonie complète. Cela ne m'a pas surpris et je voudrais que dorénavant, nous puissions comme hier et comme aujourd'hui compter sur l'appui fort de la Belgique.

(Applaudissements)

Manfred Weber, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, Belgium is at the heart of Europe – this is the message that welcomes people at Brussels airport. It is at the heart of Europe, but a big ambition I have to say. I thank you for your contribution today about the 'Future of Europe' discussion. The idea of the discussion is not to talk about the headlines of today's newspapers. The idea of this discussion is to talk about the fundamentals of our Union, of our project.

Today I want to focus on the foundation of the state structure. Europe is not only built on strong nations; Europe is rooted in every region. And there I think Belgium is a perfect example for this. Regions are our homes. We talk a lot about identity when we talk about Europe. Regions are the place where we take our first steps in the world, where we grow up, where we define and shape our personalities. Our identities are not based simply on national thinking and culture; the European identity is much more than that. The European identity begins in our schools; during a chat at the usual bar; passing the street in our town at home. Europe is really deeply rooted in our regions. Without regions, Europe would be homeless. It is about feelings and about community which we can learn in the regions. It is about participation and responsibility which we can learn in our regions. Without a community, without a region, Europe falls apart. It is precisely the combination of regional diversity that makes Europe unique in the world.

But the relationship between Europe and its regions is a two-way love affair. Thanks to the regions, Europe is grounded, but thanks to Europe, regions can take off. I want to give you a few examples.

When we speak about the budget of the EU, after the presentation of Jean-Claude Juncker's proposal for the next Multiannual Financial Framework (MFF), we see absolutely clearly that we spend a lot of money in the development of our regions. The European Regional Development Fund is a key element for our policy in regard to the regions. We don't want simply to preserve the regions, to keep them still as some sort of history museum, as populists probably would do; we want regions to have a brighter future. We want to have competition between regions, and we want to invest in human capital and innovation, infrastructure and quality of the institutions.

A second example: Europe means taking pride in our cultural roots. In a globalised world it is more needed than ever before to do this. Only with Europe we can preserve our regional identities.

A third element: Europe means moving regions from the corner to the centre. Most regional potentials would go to waste without connections in the European Union. Europe creates a net of regions that can develop. In fact, some of the most economically-advanced regions in Europe are on the national borders. Think, for example, of the Rhône-Alps region, Lombardi, Lower Silesia, or for example my home region, Bavaria. We can see that many regions have only a real chance thanks to Europe.

Europe means to live in safe regions. How else could individual regions deal with the threats of terrorism or the external problems with China and Russia. So Europe shields the regions from a more and more insecure world.

I want to add another aspect when we talk about regions. I want to talk about the regional egoism which we see from time to time in Europe. One thing is clear: regional identity is not an excuse for regional egoism. If a region leaves its Member States, it leaves the European Union. Europe is about sticking together for a better future, and that also applies when it comes to being part of a Member State.

I know some bureaucrats would say that we can only be efficient if we do more centralisation. Some business leaders would say we would have much more economic success if we do centralisation. I say Europe is built on diversity and not on monotony. Everything that can be done better or just as well at local, regional and national level must be done at the lowest level possible. That's why I ask for a competence check, to do again an initiative on checking the competences – the distribution of competences – between the regions.

Mr Prime Minister, I listened very carefully to your speech. An additional aspect is if we talk about subsidiarity, it is in order to take over responsibility, because when the Member States are deciding – mainly unanimously in the Council – in favour of European legislation, then they cannot complain at home that Europe was deciding on these issues. So both things are important.

Let's keep the power of the regions. For example, we fought here in Parliament to ensure that not big companies have the say about who provides the drinking water for the people when the local level is providing. This was one of the battles which we fought here in the European Parliament.

Finally, let's put the region in the heart of European democracy. Staying close to our citizens means staying close to our region, and that is why we, as parliamentarians, must stick to our homes, our constituency and forget about abstract ideas like we discussed on the transnational list.

I am a proud Bavarian. My nation is Germany and I am a European believer. These three elements belong together. Europe has no future if it doesn't start from its roots. So let's keep regions in the heart of Europe.

(Applause)

Kathleen Van Brempt, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, I wish to welcome Prime Minister Michel to the European Parliament, the heart of European democracy. Mr Michel, I welcome you also as a Belgian citizen, being very proud to belong to a country that has stood at the cradle of the European Union. You are my Belgian Prime Minister, but in a sense you are also the Prime Minister of all the people in this Parliament, because half of the time they live in Brussels, they go to our restaurants, they drink Belgian beer...

(Mixed reactions)

... they do.

Brussels is not just the capital of Belgium; Brussels is the heart of Europe. In that sense Belgium has given a lot to Europe, but Europe also has also given a lot to Belgium. Prime Minister, that is what Europe is all about. It's about working together, about solidarity and creating – at least it should create – added value for our Member States, but mostly for our citizens. That is what our group, the Socialists and Democrats, fight for on a daily basis. When we talk about the future of Europe, we want more ambition in the social pillar, Madam Commissioner, we want fair taxation, we want to be a proud Europe in the rest of the world and we want to implement the sustainable development goals when we talk about the multiannual financial framework.

Prime Minister, I do not – absolutely do not – doubt your attachment to European values and I heard that in your speech, but I have a big concern, a very big concern, because there's a huge gap between your very nice speech of today – I do not agree with everything but it was a good speech, it was a pro-European speech – and what Belgium these days does on an everyday basis in the Council.

(Applause)

You talked about the corporate tax base, the CCTB, and said you're in favour, but this morning, on national radio, I was with the NVA – your coalition partner – and they said they are against this, and your Minister of Finance is against more solidarity on taxation in Europe on a daily basis.

(Applause)

As it is on the financial transaction tax, so it is when it comes to the taxation of the giants of the digital world. That really is of concern. I mean that. Belgium has always been a bridge-builder in Europe – always – connecting the different big Member States to each other. You have lost that, which will be your historical responsibility, and it's because you have a coalition and back home you need to listen to your big coalition partner, the Flemish nationalists, who are riding more and more on Euroscepticism in Europe. That really is a big concern to me.

Mijnheer de eerste minister, ik ga over naar mijn moedertaal, die u zeer goed kent en zeer goed spreekt. Ik apprecieer dat enorm. Dat is ook iets Europees, verschillende talen spreken.

Ik wil nog een laatste belangrijk punt aanstippen. Als ik hier met mijn collega's spreek en ze hebben het over België, dan komt heel snel het probleem van de nucleaire veiligheid naar boven. Mijn Franse, mijn Duitse collega's, mijn Nederlandse collega's liggen meer wakker van de nucleaire veiligheid dan de Belgische regering en dat kan niet langer! (Applaus) Het wordt hoog tijd dat de Belgische regering daar de juiste – mijnheer Loones u schudt uw hoofd. Neen! Deze week nog is er in Doel 1 opnieuw een lekkage. Een nucleaire installatie met scheurtjes is onaanvaardbaar. En, mijnheer de eerste minister, ook daar moet je de Europese kaart trekken. Nucleaire veiligheid is niet de verantwoordelijkheid alleen van een lidstaat. Dat doe je in nauwe samenwerking met alle lidstaten en zeker met je buurlanden. Mijnheer de eerste minister, ik reken op u om de kerncentrales zeer snel te sluiten.

Sander Loones, namens de ECR-Fractie. – Dank u Voorzitter, dank vooral aan premier Michel van België, voor uw speech hier in het Europees Parlement. Bedankt bovenal dat u die speech niet geeft in Straatsburg, maar hier in Brussel, in de hoofdstad van de Europese Unie en ik denk dat alle parlementsleden die altijd stemmen voor het afschaffen van dat verhuiscircus Straatsburg, tevreden zouden zijn en hier aanwezig zouden moeten zijn om uw speech te volgen.

Meneer de premier, ik spreek vandaag namens onze fractie, de Europese conservatieven en hervormers. En ja, ik spreek ook als ondervoorzitter van mijn partij, de N-VA, zoals daarnet al aangehaald voor de mensen die de situatie niet kennen. In België besturen wij samen, de partij van premier Michel en onze partij, de N-VA. Over een aantal thema's denken wij, zoals dat altijd het geval is, hetzelfde en over andere thema's verschillen wij van mening. Eigenlijk is de samenwerking aan de Europese Unie zo'n thema waar wij op verschillende punten toch wel wat van mening verschillen.

Eenheid in verscheidenheid. Dat is het motto van de Europese samenwerking. Uw partij verdedigt wat meer die eenheid, die Europese harmonisatie. In mijn partij koesteren wij meer de verscheidenheid. Wij zien de Europese Unie als een samenwerkingsverband van soevereine landen, van regio's, elk met een eigen traditie, elk met een eigen cultuur, een eigen identiteit en met een gezonde concurrentie tussen die regio's, tussen die landen, die zorgt dat de Europese samenwerking echt kan bloeien.

Het was echt bijzonder aangenaam, collega Weber, om uw lofzang te horen op de regio's, op die culturele verscheidenheid, op die culturele identiteit die de rijkdom vormt van de Europese samenwerking.

Maar, mijnheer de premier, wij verschillen op een aantal punten van mening. Tegelijk bent u een verstandig man. Zo ken ik u. Ik ken u ook als een politicus die overtuigd is van de Europese samenwerking en daarin vinden we elkaar. Zo kiest u voor een meer realistische aanpak. We hebben vandaag geen speech gehoord met ongebreideld Europees activisme. We hebben geen Europese luchtkastelen gehoord. Wat we wel gehoord hebben is een meer realistische speech, omdat u beseft dat we met die luchtkastelen de bevolking niet zullen overtuigen.

Het resultaat van die verandering in visie is dat de stemkleur van België in het Europese en internationale debat inderdaad wat anders klinkt de laatste jaren. De stem van België klinkt wat meer Noord-Europees dan vroeger het geval was, met wat meer gezond verstand. Als ik kijk naar de Europese begroting bijvoorbeeld. Voor het eerst profileert België zich als een nettobetaler. Dat is in het verleden nooit gebeurd. Wij zijn ook een nettobetaler. We zullen dus ook de uitgaven grondig moeten bekijken, analyseren en besparen waar dat nodig is, zoals u terecht opmerkt.

In uw speech had u het ook over de Europese waarden en dat we die moeten verdedigen, ook binnen Europa. Ook daar zijn we het eens. Voor u, en dat doet me echt plezier, zijn waarden geen vage principes. Voor u is dat iets zeer concreets, iets zeer tastbaars. U komt daar ook voor uit, ook wanneer anderen twijfelen of het laten afweten. We hebben dat gezien bijvoorbeeld tijdens het referendum in Catalonië. Toen was u, premier Michel, de eerste regeringsleider, de allereerste, om het geweld te veroordelen, het geweld van politiemensen, Spaans politiegeweld tegen onschuldige mensen die gaan stemmen. U heeft dat veroordeeld en terecht, want geweld tegen onschuldige mensen is gewoon anti-Europees, dat is tegen onze Europese waarden.

Ook op het vlak van migratie zien we dat er in België sprake is van verandering. We staan nu weer aan de juiste kant voor een strikter en kordater beleid. Wij pleiten niet voor open grenzen. Integendeel. We zien dat partijen die dat wel doen de steun van de bevolking daarvoor verliezen. Dat zij trouwens ook de verkiezingen verliezen, zo blijkt in verschillende Europese landen.

En dan is er de grote kluif, de toekomst van de eurozone. Het grote debat voor de komende maanden. Het doet mij plezier vast te stellen dat ook daar België meer en meer aan de kant van de realisten zit. Wij moeten de werking van de eurozone verbeteren, maar daarbij zit niemand te wachten op Europese *folietjes*. Onze regering wil dan ook geen Europees ministerie van Financiën. Wij willen geen groot eurozone-budget en Europese belastingen. Daarom moeten we echt de vraag van stellen of dat wel zo'n goed idee is voor het draagvlak van de Europese Unie. Ik denk alvast van niet.

Nu, zoals gezegd, er zijn gelijkenissen tussen onze partijen. Er zijn ook verschillen. U benadert wat meer de solidariteit, wij wat meer de verantwoordelijkheid. U benadrukt terecht dat fiscaliteit en sociale zekerheid bevoegdheden zijn van lidstaten. Tegelijk wil u wel de CCTB steunen, terwijl dat toch iets is wat meer in het voordeel is van de grote lidstaten van de Europese Unie. Wij vinden dat we jobs ook in kleine lidstaten moeten kunnen verdedigen en dat we die niet mogen verliezen.

Maar ik zie wel verschillen, maar vooral veel raakpunten en daarom wil ik afsluiten met een oproep. We weten dat u een goede band heeft met president Macron van Frankrijk. Toch brengen jullie niet hetzelfde verhaal. U komt met een verhaal dat eigenlijk wel wat dichter staat bij wat de Europese burgers vandaag willen en vandaag aankunnen. En ik zou willen oproepen, premier Michel: houd stand! Blijf dat realistische verhaal brengen en u zult zien dat u sterke partners zult vinden, meer en meer in deze Europese Unie. U zult die partners alvast ook vinden met zo'n verhaal in onze Europese fractie, de Europese conservatieven en hervormers, wanneer u kiest voor eenheid, maar wel in verscheidenheid. In verscheidenheid!

President. – Mr Loones, it is possible to be against the European Parliament having two seats, to be in favour of only one seat. But Strasbourg is not a circus; it is one of the seats of the European Parliament.

Guy Verhofstadt, au nom du groupe ALDE. – Monsieur le Président, je vais d'abord commencer dans la langue maternelle de Charles Michel, notre Premier ministre, pour lui dire que je le remercie pour sa vision pro-européenne. J'aime davantage votre discours que l'interprétation qui en a été donnée par M. Loones. Apparemment, M. Loones a entendu un autre discours, je ne sais pas lequel, mais un discours qui a été prononcé au parlement flamand ou au parlement fédéral de la Belgique.

Je souhaite donc vous remercier pour votre vision pro-européenne, telle que vous l'avez exprimée, et ce dans la grande tradition pro-européenne qui existe en Belgique. La vision d'un de nos prédécesseurs et je cite toujours Paul-Henri Spaak, qui disait: «tous les pays européens sont petits mais il y a deux catégories: ceux qui le savent et ceux qui ne le savent pas encore». C'est une grande réalité et c'est notre approche, en tant que Belges, à l'égard de la politique européenne.

En effet, il faut savoir, chers collègues – je vais vous l'expliquer parce que M. Loones ne l'a pas fait –, que pour les Belges, qu'ils soient flamands, wallons ou bruxellois, être pro-européen – ce que nous sommes – n'est pas une question de choix, c'est une question existentielle. Notre pays, nos terres ont trop longtemps été le champ de bataille de toute l'Europe, coincés comme nous l'étions entre l'Allemagne d'une part, et la France d'autre part. Ils sont tous passés chez nous: les Français, les Allemands – deux fois –, les Espagnols, les Hollandais, les Autrichiens, et même les Italiens si je remonte au temps des Romains, mais peut-être que c'est trop loin dans le passé. Tous les grands conflits – et ce n'est pas une blague – dans l'histoire européenne se sont livrés ici sur ces terres: guerres de religion, guerres de succession, guerres de tranchées avec des millions de morts, et la première utilisation de gaz, d'armes chimiques dans le monde, à 100 km d'ici. Sans oublier, naturellement, la guerre contre le nazisme – le pire de tous les nationalismes. Il est donc clair que pour nous – je veux le dire directement à M. Loones, qui ne l'a pas encore compris –, il n'y a qu'un avenir possible pour nos terres et pour nos peuples: un avenir commun et un destin européen.

Tout le reste, Monsieur le Premier ministre – inutile de vous le dire –, ce sont des mensonges, des tricheries, des rêves qui deviennent très vite des cauchemars, comme on l'a vu au XIXe et au début du XXe siècle. Il n'y a que l'Europe qui peut nous sauver de cette misère et de ces atrocités du passé.

Je vous raconte tout cela, chers collègues, pour vous dire que ce n'est pas le chocolat, que ce n'est pas la bière, que ce n'est pas Tintin, que ce n'est pas le maudit système que vous connaissez tous – parce que vous l'appliquez – qui sont typiquement belges, non, c'est notre amour pour l'Europe, c'est notre passion pour le projet européen qui sont typiques de notre pays. Un projet, Monsieur le Président, qui est menacé aujourd'hui, pas seulement par les nationalistes et les populistes – on les connaît et on les voit presque tous les jours, ils sont parmi nos collègues –, mais aussi par des dirigeants politiques au niveau national, qu'on retrouve par ailleurs dans tous les familles politiques représentées dans cette enceinte. Des dirigeants politiques – je ne parle pas de vous, vous êtes une des rares exceptions – qui s'affichent vers l'extérieur comme pro-européens, mais qui en réalité ne font rien pour faire avancer le projet. Je dirais qu'ils font le contraire aujourd'hui, ce qui est un déshonneur aux pères fondateurs de l'Union européenne qui avaient une autre vision de l'Europe que celle qu'on connaît aujourd'hui.

Il est donc faux de dire que les gens n'aiment pas l'Europe; les gens aiment l'Europe, mais ils n'aiment pas l'Union européenne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. C'est cela qui leur pose problème, comme on l'a de nouveau observé hier. Je vais maintenant passer dans la langue de Vondel, comme on dit, le néerlandais.

We hebben dat nog de laatste maal gisteren gezien, mijnheer de voorzitter van de Commissie. Een aantal reacties zeggende: 1,11% van het Europese bruto binnenlands product dat is veel te veel! Europa wordt kleiner, de Britten gaan eruit. Het is niet onze beslissing geweest, dus moet het een kleiner budget zijn. Wel, ik zeg u heel openlijk en tot alle collega's: de waarheid is het omgekeerde!

Ik wil enkele redenen geven. Om de crisis te beheren, die we vandaag kennen – of het nu de migratiecrisis, de geopolitieke crisis of de financiële crisis is die morgen opnieuw kan toeslaan – daarvoor hebben we méér Europa nodig en niet minder Europa, om die crisis te bestrijden. Wij hebben een Europese grens- en kustwacht nodig. We hebben een Europese defensie nodig. Wij hebben inderdaad een Europees budget nodig voor de eurozone. De actie van Europa kost niet meer geld. Die laat ons in feite geld besparen. Want veel van de uitgaven die in feite niet nodig zijn, gebeuren op nationaal niveau, omdat onze nationale lidstaten 28 keer hetzelfde doen vandaag! Terwijl Europa daar een meerwaarde zou kunnen hebben.

Ik heb zovele voorbeelden. De militaire uitgaven. Mijnheer Vandeput kan het u vertellen. Hij heeft het u ongetwijfeld al verteld. We geven 42% uit van de Amerikaanse uitgaven. We kunnen slechts 10 tot 15% doen van de Amerikaanse operaties. Waarom? Omdat we het 28 keer doen. Hetzelfde geldt voor bijvoorbeeld het beheer van de buitengrenzen. Mijnheer de voorzitter van de Commissie, u heeft gisteren het voorstel gedaan. We gaan 34 miljard euro uitgeven voor een beter beheer van onze buitengrenzen op zeven jaar tijd. De Amerikanen geven 34 miljard dollar uit op één jaar tijd om hetzelfde te doen.

Ik nodig al onze nationale regeringsleiders uit om hier in dit Parlement te komen zeggen dat het beheer van onze buitengrenzen geen prioriteit moet zijn van de Europese Unie waarvoor nieuw geld moet worden vrijgemaakt. Ik nodig ze uit om dat hier te komen zeggen tegenover hun eigen kiezers. Europa is niet de vijand van de burgers. Europa is de beste zekerheid die de burgers kunnen hebben. En ik vraag u, mijnheer de eerste minister, laat dit nooit verloren gaan. Want zelfs de Duits-Franse motor alleen kan het niet trekken. De beste motor heeft ook nood aan olie, aan vet, met andere woorden aan het Belgische compromis, een kunst die u zo goed beheerst.

Le Président. – S'il vous plait, je vous demande de respecter votre temps de parole sinon je devrai biffer de la liste le nom de certains membres du groupe. Je suis flexible avec le chef de groupe mais il faut essayer de vous limiter: vous avez parlé huit minutes, Guy.

Philippe Lamberts, au nom du groupe Verts/ALE. – Monsieur le Président, c'est quand même curieux, à chaque fois qu'arrive mon tour, vous rappelez qu'on doit respecter le temps de parole, or je ne pense pas être le *worst offender*.

Monsieur le Premier ministre, dans notre pays, l'engagement en faveur de l'intégration européenne est une évidence. Seule, la Belgique pèse peu face à Poutine ou à Trump. Elle n'est pas de taille à faire face au défi climatique ou au pouvoir des multinationales. Agir avec nos voisins européens s'impose comme une évidence si nous voulons forger notre avenir, plutôt que le subir.

Pendant des décennies, la Belgique s'est montrée à la hauteur de cette ambition en jouant un rôle de pionnière. Dans le contexte de crise actuel, on s'attendrait à ce qu'elle redouble ses efforts. Pourtant, Monsieur le Premier ministre, malgré les paroles que vous avez prononcées, votre action montre une Belgique qui trop souvent se borne à observer, à traîner du pied, quand elle ne saborde pas carrément des initiatives en faveur d'une plus grande intégration.

Voorzitter, het kan anders. Wij dromen van België als voortrekker in de Europese strijd tegen fiscale en sociale dumping. Een België dat samen met Europese partners aan multinationals maximale transparantie oplegt. Een België dat een *coalition of the willing* met Frankrijk en Duitsland zal volgen om een Europese harmonisatie van bedrijfsbelastingen mogelijk te maken.

Maar helaas, úw regering werd twee maanden geleden door de Europese Commissie met de vinger gewezen als een van de zeven lidstaten die agressieve fiscale optimalisatie stimuleert. Samen met twee buurlanden ondermijnt de Benelux zo de Europese pogingen om meer fiscale rechtvaardigheid te creëren. En intussen organiseert úw minister van Financiën in alle stilte de begrafenis van de financiële transactietaks.

Nous rêvons d'une Belgique qui démontre à l'Europe qu'il est possible de combiner responsabilité budgétaire et réduction des inégalités. Une Belgique capable de maintenir des services publics de première qualité tout en transformant notre fiscalité pour qu'ils soient financés de manière juste par chacune et chacun à la mesure de ses capacités. Mais non, la Belgique demeure un paradis fiscal pour les ultra-riches qui fuient l'impôt dans leur pays et pour les multinationales. Alors même que les travailleurs de ce pays sont parmi les plus taxés d'Europe et du monde, votre gouvernement refuse de récupérer 942 millions d'euros de cadeaux fiscaux illégaux.

Dans le même temps, la qualité et l'accessibilité des services publics se dégradent, la sécurité sociale et la justice, piliers essentiels de notre vie en société, deviennent les variables d'ajustement de votre stratégie.

Voorzitter, wij dromen van een België als koploper van de ecologische transitie, want dáár ligt de sleutel van onze welvaart en die van de toekomstige generaties. Hier de duurzame oplossingen uitvinden en toepassen in plaats van op de rest van de wereld zitten te wachten. Werken aan een energie-onafhankelijkheid van Europa om niet meer te steunen op gas uit Rusland en olie uit Saoedi-Arabië. Dát zijn uitdagingen die Europese burgers kunnen enthousiasmeren. Maar helaas, België verloor alle geloofwaardigheid door zonder klimaatplan naar de Parijse klimaatconferentie te gaan. U verzamelde ezelsoren van de Europese Commissie door te weinig ambitie inzake klimaat, luchtkwaliteit of de groeiende files. Onze buurlanden zijn bezorgd over ons koppig openhouden van stokoude kerncentrales aan onze grenzen. Vorige week nog bleek dat uw overheid insecticiden wil blijven toestaan waarvan bewezen is dat ze dodelijk zijn voor bijen!

Nous rêvons d'une Belgique à la hauteur du défi de l'asile et des migrations, une Belgique qui soutient le Parlement européen pour mettre un terme à ce système insensé de Dublin. Une Belgique solidaire des États membres aux frontières de l'Europe, laissés seuls face aux défis migratoires. Une Belgique qui accueille et intègre celles et ceux qui frappent à nos portes dans le besoin. Mais non! Vous préférez collaborer avec le dictateur soudanais pour lui renvoyer des personnes qui fuient l'enfer. Rien d'étonnant puisque, parmi vos alliés, certains veulent remettre en cause la Convention de Genève, pilier central du droit d'asile. Vous préférez dépenser toujours plus pour enfermer, refouler et déporter des êtres humains parce qu'ils n'ont pas les bons papiers, parce qu'ils ne sont pas nés au bon endroit.

Vous dites que votre politique est ferme et humaine. Plutôt que ferme, je dirais violente, plutôt qu'humaine, je dirais indigne. L'humanité ne vient pas de votre gouvernement, Monsieur Michel, elle vient de nos concitoyens qui ont pris leurs responsabilités pour accueillir chez eux celles et ceux qui fuient la guerre et la misère. Ils font honneur à notre pays, là où votre gouvernement lui fait honte.

Monsieur le Premier ministre, cette Belgique dont nous, écologistes, rêvons et que nous voulons, est possible. Mais, dans ce pays, chacun le sait, ce ne sont pas les Verts qui sont au pouvoir, ce n'est même pas vous, Monsieur le Premier ministre, car vous avez fait le choix de confier votre sort et celui de notre pays à un parti national-populiste, dont chacun sait que lui, et lui seul, fixe le cap. Avec la très eurosceptique N-VA, vous faites le choix du chacun pour soi, pire encore, du chacun contre tous.

Face aux défis de ce siècle, Monsieur le Premier ministre, nous défendons, au contraire, l'audace et la solidarité. Le contraste ne saurait être plus fort, l'alternative plus claire.

Gabriele Zimmer, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Herr Präsident, Herr Premierminister! Auch ich möchte Sie im Namen meiner Gruppe recht herzlich hier zu dieser Diskussion begrüßen, die ja eine Diskussion über die Zukunft der Europäischen Union ist und sich bisher auch so darstellt. Was ich am Anfang noch mal klar sagen möchte: Für mich ist Brüssel und Belgien tatsächlich das Tor zu Europa gewesen. Ich bin eine derjenigen – zumindest von denen, die hier vorne sitzen und in der ersten Runde antworten –, die aus einer osteuropäischen Sicht nach Europa gekommen sind und verstanden haben, dass Europa nicht an den ehemaligen Grenzen endet, sondern dass wir lernen können, lernen müssen, dass unterschiedliche geschichtliche Erfahrungen, Traditionen und auch kulturelles Verständnis zueinander gehören, und dass die EU, dass Europa demzufolge nicht ohne diese Vielfalt leben kann. Dazu müssen und werden wir auch weiter stehen.

Für mich ist schon interessant, dass – und daran krankt für mich auch ein bisschen die Debatte – es uns ja kaum gelingt, tatsächlich aus diesen unterschiedlichen Sichtweisen die Erfahrung und die Erwartungshaltung, die wir mit der Europäischen Union auch sehr unterschiedlich verbinden, hier mit hineinzubringen. Wir erleben hier heute – und das ist auch nicht das erste Mal, und es ist sehr berechtigt, und ich nehme das auch so einfach zur Kenntnis –, dass viele belgische Abgeordnete natürlich ihre Diskussionen mit Ihnen führen – aus einer strikt europäischen Sicht. Völlig in Ordnung! Ich erlebe aber, dass sich andere heute kaum hier einbringen. Meine Fraktion leidet darunter, dass wir keinen belgischen Abgeordneten haben. Ich verspreche Ihnen, das wird mit der nächsten Wahl anders. Wenn Sie das nächste Mal ins Europäische Parlament kommen, wenn Sie dann noch Minister oder Premierminister sind, dann werden Sie garantiert auch einen der belgischen Abgeordneten von der linken Seite hier hören. Ich bin froh, dass ich es heute aus der Sicht von Leuten machen kann, die dazugekommen sind, große Erwartungshaltungen an die Europäische Union haben – auch noch haben –, Sie auch weiterrücken wollen, die aber unzufrieden sind, unzufrieden mit dem gegenwärtigen Stand der Entwicklung der Union und mit dem, was wir tagtäglich erleben, und ich hätte mich gefreut, wenn Sie auf diese Widersprüche viel stärker eingegangen wären.

Es kann doch nicht übersehen werden, dass wir innerhalb der Europäischen Union Regionen haben, in denen man schon den Begriff der sozialen Verwahrlosung gebrauchen muss. Wir haben eine Präsidentschaft durch Bulgarien. Ich weiß nicht, wer außerhalb der offiziellen Begegnungen mit den Institutionen, mit den Vertretern der Regierung Bulgariens in den letzten Monaten in Bulgarien gewesen ist und dort zur Kenntnis nehmen musste, dass es nicht allein Bulgarien ist, sondern viele andere Regionen in anderen Ländern auch, dass wir eine tiefe Differenz haben zwischen den Erwartungshaltungen an die Union, zwischen dem täglichen Leben, das Menschen in der Union führen, dass die Spaltungen immer größer werden. Darauf müssen wir doch eingehen. Und da reicht es mir nicht, wenn Sie, Herr Premierminister, sagen: Wir haben vieles inzwischen wieder geschafft, wir sind aus den stärksten Krisen heraus, und wir gehen vorwärts, und wir setzen uns dafür ein, und wir wollen dafür mehr investieren und dieses machen. Das reicht mir nicht! Ich möchte ein ganz klares Versprechen von allen Regierungschefs, die hier auftreten, hören: Was wird getan, damit wir aus dieser Situation herauskommen, und es wirklich diesen Mehrwert für jeden einzelnen gibt?

Sie sprachen mit völligem Recht davon, wie wichtig es ist, dass insbesondere Freiheit, Gerechtigkeit dazugehören, und Freiheit kann es nicht ohne die individuelle Freiheit für jeden einzelnen geben. Politische Freiheitsrechte gehören genauso zusammen wie die Rechte auf soziale Grundrechte, das Recht, Rechte zu haben. Das muss aber nicht getrennt werden, das muss zusammengeführt werden. Das ist mein Anspruch, und dazu möchte ich von jedem einzelnen Regierungschef hier eine Antwort haben: Was tun Sie, um das durchzusetzen? Von Herrn Juncker habe ich gelernt, dass man Regierungschefs auch auf eine ganz subtile Art und Weise begrüßen kann, wenn man sie im Rat trifft und ihnen auf den Rücken klopf und sagt: Mein Lieblingsdiktator ist jetzt hier. Das ist aber praktisch auch nur die eine Seite, damit haben wir das Problem ja nicht gelöst. Ich erwarte nicht von Ihnen, dass Sie das tun, aber ich möchte schon von Ihnen wissen, was Sie im Rat machen, um beispielsweise auf der einen Seite Orbán und andere dazu zu bewegen, dass diese gemeinsame Verantwortung, von der Sie gesprochen haben, auch getragen wird, dass die auch mit Blick auf die Flüchtlingsproblematik getragen wird, mit Blick auf die Rechtsstaatlichkeit, auf die Selbständigkeit, die Unabhängigkeit von Gerichten und von Medien. Und was tun Sie andererseits, um beispielsweise konkrete Vorstellungen zu entwickeln, dass wir aus dem, was wir gegenwärtig erleben, herauskommen? Dass nämlich immer gesagt wird: Die Verträge hindern uns daran, dass wir gemeinsame soziale Verantwortung, Solidarität übernehmen. Ich möchte das schon wissen.

Sie sagen, die Verträge sind nicht zu öffnen, kurzfristig sei das kontraproduktiv. Ja, bitte schön, wie denn dann? Wir haben doch erlebt – und das ist meine Sicht und auch die Sicht vieler Kollegen aus meiner Fraktion: Von Vertrag zu Vertrag haben sich aus meiner Sicht die Handlungsoptionen der EU für die Gestaltung der Zukunft verringert. Sie haben sich verringert, wir müssen sie aber wieder öffnen. Wir müssen es offen machen, es möglich machen, dass soziale und solidarische Verantwortung gemeinsam getragen wird, weil wir eben nicht zulassen können, dass mitten in der Europäischen Union Regionen sozialer Verwahrlosung existieren. Ohne soziale Grundrechte werden auch Menschen sich nicht engagieren. Sie werden auch nicht für ihre Freiheitsrechte eintreten. Die sagen sich: Das ist mir doch egal, wer da jetzt in Bulgarien die Regierung führt. Die vorher, die jetzt – keiner interessiert sich für uns. Wir lassen es zu, dass wir einen Teil der Menschen aus der Union ausgrenzen, weil sie den Ansprüchen an die Freizügigkeitsregelungen nicht entsprechen. Genau denen müssen wir uns zuwenden.

Mein letztes Wort: Gucken Sie auch zu den Leuten aus Osteuropa, die als Obdachlose in Berlin, in Paris und in London gegessen haben und denen wir als Union die Hilfe inzwischen verweigern. Das kann nicht sein!

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, it is quite extraordinary that we can have in this room the head honchos of Brussels – Mr Juncker, the Belgian Prime Minister, the leaders of the big groups, to discuss the future of the European project, and there has barely been a mention of the biggest most dramatic event that has ever happened since the foundation of the European Treaties 60 years ago, namely Brexit.

You do not want to talk about Brexit. And I wonder whether it actually ever occurred to you, Mr Juncker, that when David Cameron came here to negotiate with you, had you given him just a few modest concessions, had you given him the ability to control our borders a little bit more, Brexit would not have happened. But no, we don't discuss that. No, what we do, is we say to ourselves that our citizens want more Europe. I have heard it again and again this morning. We have a problem with unemployment among the youth of the Mediterranean. I know the answer: more Europe. We have a problem with growing terrorism in our countries, something that we have caused ourselves but we decide, no, the answer is, or in the case of the Belgian Prime Minister Michel, to have a European CIA. We decided that on taxation, on regulation, No Member State can make their own decisions, it has all got to be decided here in Brussels, because we need more Europe. In fact, many of you have decided that migrant quotas are a good idea, so that individual Member States cannot make their own decisions, so is it any wonder that there are countries now, voters everywhere, waking up to the idea that you cannot be an independent democratic nation state – and a member of this Union.

Brexit, I think, is going to prove to be just the first brick that is knocked out of the wall. Just look at the results in Italy a few weeks ago. Look at the stunning results in Hungary the other week. That magnificent victory of Viktor Orbán and about 70% of voters in Hungary voting for parties that want the nation state to be the key to everything. If you really think about whether this European project can survive, or not, it all comes down to 'what is a nation'? What is the unit towards which we give our allegiance, to which we pay our taxes, to which we would, in extremis, be prepared to defend them? There are some like Mr Verhofstadt here who seem to think that this flag represents a European identity – and he clearly identifies as a European, many of you in this room identify as Europeans – but you are missing something. The peoples of Europe do not identify with that flag. They do not identify with these institutions. There is no, oh well if you're on the payroll it's easy to say it works, isn't it? But actually, out there in the real world, there is not

a European demos, there is not a European identity,

But there may be one exception, and that could be Belgium. Because nobody ever dares tell the truth about Belgium. Belgium is not a nation. It is an artificial creation. I know the Brits did it, maybe once again we can be blamed, but the truth is there are two parts of Belgium, they speak different languages, they dislike each other intensely, there is no national TV station, there is no national newspaper. Belgium is not a nation. And maybe that is why you are happy to sign up to a higher European level. Well, if Belgium wants it, that is fine, but I can assure you, and you can scream and shout all you like, just look at the election result. You are losing votes. You are losing. Brexit is the first brick out of the wall. You've learned none of the lessons. The days of this project are over. We want to live in nation states, not false artificial creations.

Thank you everybody. Have a lovely time. Oh, and enjoy the European elections next year, they're going to be great fun.

Presidente. – On. Farage, le ricordo che anche lei prende lo stipendio da parlamentare europeo, come tutti gli altri. Quindi non è che gli altri sono pagati e lei no, non mi risulta che abbia rinunciato alle sue indennità, né lei né il suo gruppo.

Nigel Farage (EFDD). – With respect, Mr President, I supported Britain leaving the European Union. Therefore, with my job ending, I am the turkey that voted for Christmas.

(Applause from certain quarters)

Presidente. – Siccome lei ha affermato che coloro che sostengono l'Europa lo fanno perché sono pagati, le dicevo che anche lei riceve lo stipendio come parlamentare europeo.

Gerolf Annemans, namens de ENF-Fractie. – Voorzitter, ik heb zelf 30 jaar gediend in het Belgisch parlement, maar ik ben daar nog nooit door een voorzitter geïnterpelleerd en ik hoop dat dat vandaag niet opnieuw zal gebeuren. Voor het overige heb ik aan collega Farage weinig toe te voegen.

Ik wil eerst tegen de eerste minister – ik kan hem niet goed zien maar hij zal me wel horen, hoop ik – protesteren, een beetje toch. Hier is wel vertolking in dit Parlement, maar u heeft hier vandaag gehoord dat veel mensen hun moedertaal niet spreken. Dus dat is blijkbaar niet uw excuus. Dus het feit dat u hier vandaag alleen in het Frans heeft gesproken, beschouw ik als een politieke keuze. Ik zal mijn collega's van het Vlaams Belang in het Vlaams parlement en het federaal parlement vragen waarom N-VA-ministers hebben toegelaten dat België hier weer is gepresenteerd als een Franstalige staat.

Ten tweede, ben ik natuurlijk als in ENF-vertegenwoordiger helemaal niet verbaasd. België is altijd het brave en lieve jongetje in de klas, het meisje in de klas dat vooraan zit en altijd braaf het vingertje opsteekt en eigenlijk nooit een grote geschiedenis maakt, behalve het geheel vooruit stuwen. Geen wonder ook dat vandaag mijnheer Juncker u, mijnheer de eerste minister, felicitaties heeft toegeworpen. Uw regering maakt eigenlijk geen uitzondering op dat statuut van België dat in alle onzichtbaarheid altijd, zoals mijnheer Verhofstadt hier met armen en voeten heeft uitgelegd, pro-Europees, extreem pro-Europees is en misschien wel in de essentie pro-Europees is.

België en de Europese Unie, het is een *love affair*. De Europese Unie denkt dat ze België in het groot is en België denkt dat het de Europese Unie in het klein is. Dat is een logische volgorde, want het is een artificiële staat die even onevenwichtig is als de Europese Unie zélf en die ook bijeen wordt gehouden met geld en met financiële afspraken, compensaties en transfers. Dus in die *love affair* is er een zekere logica.

Het debat voor het overige vandaag heeft één ding scherp geïllustreerd. En dat is de grote ziekte van deze Europese Unie en van deze kathedraal van de Europese Unie, te weten dat men thuis bij de kiezers iets anders zegt dan wat men hier doet. We hebben dat vandaag geïllustreerd gezien door mijnheer Loones, een vertegenwoordiger van de grootste coalitiepartij van uw coalitie, mijnheer Michel. Die vertelt thuis iets anders dan wat hij hier doet, of in ieder geval zien we de resultaten niet van wat er thuis verteld wordt op de radio en in de televisiestudio's waar de N-VA ongetwijfeld de komende weken zal doen alsof het een schande is dat er meer geld naar de Europese Unie moet gaan, alsof het een schande is dat er een nieuw belastingstelsel van de Europese Unie in aantocht is.

Maar als hij hier in die kathedraal binnenkomt, als zijn eerste minister hier spreekt, dan horen of zien wij daar niets meer van. Hetzelfde geldt voor immigratie waar de staatssecretaris voor migratie thuis en in de televisiestudio's doet alsof ze kritisch zijn over immigratie. Daar blijft allemaal niets van over. Dan komt hier Charles Michel binnen en die maakt van België één groot mooi rozewolk-Europa en Europese Unie-landje. Dat is dus niet waar!

Inderdaad, collega Farage heeft gelijk. De bevolking protesteert daartegen en men kan alleen maar een Belgische regering overeind houden als men thuis liegt over wat men hier komt doen. Als men thuis iets anders zegt en als men hier de kathedraal van de federale Unie binnentreedt, dat men dat doet achter de federale muziek.

Conclusie: alle kritiek van N-VA, alle kritiek die u zult horen, mijnheer de eerste minister, voor de galerij in de media in België in de komende weken, is alleen maar zand in de ogen en schone schijn voor de Vlaamse kiezers. Want als puntje bij paaltje komt dan veert de N-VA zoals zij hier vandaag gedaan heeft in de persoon van mijnheer Loones als eerste recht om u een staande ovatie te geven en hier de Europese federale muziek te zingen. Dat is het grote verschil tussen de realiteit en de mooie schone schijn in het eigen land. Dat is ook de kern van de problemen van de Europese Unie, dat al diegenen die hier de federale muziek zingen met twee gezichten naar hun thuisland teruggaan en dat is niet wat de kiezer verlangt.

Le Président. – Mesdames et Messieurs, chacun est libre de dire ce qu'il veut dans ce débat mais je vous rappelle que le débat porte sur l'avenir de l'Europe, pas sur l'avenir de la Belgique.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Καλώς ήρθατε, κύριε Πρωθυπουργέ! Όσοι πιστεύουν στην ιδέα μιας Ενωμένης Ευρώπης η οποία θα αγωνίζεται να εξυπηρετεί τις ανάγκες και τα συμφέροντα των εθνών και των λαών της ανησυχούν για την πορεία την οποία ακολουθεί η Ευρωπαϊκή Ένωση, κατά συνέπεια και για το μέλλον της. Διερωτώνται τι μέλλον μπορεί να έχει η Ευρωπαϊκή Ένωση, όταν έχει παρεκκλίνει από τις αρχές και τις αξίες επί των οποίων στηρίχθηκε η δημιουργία της, όταν αρνείται τις ιστορικές, θρησκευτικές και πολιτιστικές καταβολές της, όταν παραβιάζει την αρχή της αλληλεγγύης, με χαρακτηριστικό παράδειγμα την Ελλάδα για την οικονομική καταστροφή της οποίας και την εξαθλίωση του ελληνικού λαού ευθύνεται και η Ευρωπαϊκή Ένωση· όταν, αντί να υποστηρίζει τους πολίτες της, στρέφεται εναντίον τους, τους επιβάλλει δυσβάσταχτες φορολογίες, αφαιρεί κοινωνικές παροχές και επιβάλλει υπαρπαγή των περιουσιών τους· όταν ποινικοποιεί και διώκει κάθε αντίθετη φωνή· όταν απαξιώνει τη μόρφωση των νέων και τους ωθεί είτε σε μετανάστευση, είτε στην ανεργία, είτε σε τμηματική εργασία κάτω από άσχημες συνθήκες και με πολύ μικρές αμοιβές. Τι μέλλον μπορεί να έχει, όταν δέχεται ανεξέλεγκτα εκατομμύρια παράνομων μεταναστών, μέρος των οποίων προσπαθεί να εγκλωβίσει στην Ελλάδα;

Τέλος, τι μέλλον μπορεί να έχει, όταν υποτίθεται ότι μάχεται για τις αρχές της δημοκρατίας και θέλει να εντάξει στους κόλπους της την Τουρκία, μια αντιδημοκρατική χώρα, η οποία εκβιάζει, απειλεί, δεν αναγνωρίζει την Κυπριακή Δημοκρατία, συλλαμβάνει πολίτες της Ευρωπαϊκής Ένωσης, με πρόσφατο παράδειγμα τη σύλληψη και τη φυλάκιση των δύο Ελλήνων στρατιωτικών. Τελειώνω ερωτώντας σας, κύριε Πρωθυπουργέ: Πιστεύετε ότι ο ηγετικός κύκλος της Ευρωπαϊκής Ένωσης έχει τη θέληση και τη δύναμη να βελτιώσει τα κακώς κείμενα που ανέφερα;

Charles Michel, Premier ministre de Belgique. – Monsieur le Président, chers collègues, je souhaiterais tout d'abord vous remercier pour les excellentes interventions et réactions dans le cadre de ce débat. Je vais essayer de réagir à l'un ou l'autre point.

Monsieur Weber, vous avez fait les louanges de la dimension régionale. Je l'ai dit dans mon message, je crois qu'il n'y a pas de sens à vouloir opposer les différentes démocraties – locale, régionale, nationale et européenne. Dans mon pays, en Belgique, nous avons aussi pour tradition de forger les positions défendues sur le plan européen, d'organiser une concertation régulière, permanente sur les différents enjeux. Le message que je délivre au nom de la Belgique est un message qui tient également compte des différentes sensibilités politiques, régionales et locales, sur l'avenir de l'Union européenne. Premier point.

Deuxième point, cela a été dit, des compliments ont été adressés et des critiques ont été formulées. J'ai l'habitude, je débats de temps en temps au Parlement belge également, il n'en va pas autrement. Nous sommes engagés sur le plan européen. Je suis personnellement engagé sur le plan européen, pas pour une Europe romantique, béate, déconnectée des réalités, mais pour une Europe réellement concentrée sur une ambition de résultats. De résultats pour les enjeux fondamentaux.

Geachte collega's, we zijn ervan overtuigd dat Europa meer en meer een meerwaarde kan en moet zijn voor meer welvaart voor onze medeburgers, meer jobs en meer koopkracht.

We zijn ervan overtuigd dat wij wat veiligheid betreft meer moeten samenwerken. Guy Verhofstadt heeft gelijk.

Wat defensie betreft hebben we de laatste maanden belangrijke vooruitgang geboekt. Dat gaat in de goede richting. België is daar zeer geëngageerd. We proberen daar een zeer sterke rol te spelen.

En zeker, migratie is een moeilijke uitdaging, die vraagt om een genuanceerd antwoord. Ik wil mijnheer Lamberts zeggen ...

Monsieur Lamberts, je m'attendais de votre part à des outrances. Vous n'avez pas réussi jusqu'ici à vous faire élire au Parlement belge, vous avez ici l'occasion d'être outrancier et vous n'avez pas manqué cette occasion.

Je n'ai pas de leçon à recevoir de la part d'un parti politique en Belgique qui a provoqué la bulle du photovoltaïque dans le secteur énergétique en envoyant des milliards d'euros de factures vers les contribuables wallons.

Je veux aussi totalement assumer les décisions difficiles que nous prenons, tout comme d'autres pays européens, en matière de migration. Nous assumons nos responsabilités. Des demandes d'asile sont effectivement introduites en Belgique. Elles sont traitées conformément aux règles internationales, européennes, nationales. Nous n'avons pas de leçon à recevoir sur le sujet et nous assumons, nous, le vrai sujet. Nous pensons effectivement que nous n'échapperons pas à un débat sur des canaux de migration légale, ordonnée. Nous pensons effectivement que ce débat doit avoir lieu et nous sommes prêts à le mener en étant très engagés.

Enfin, quelques interpellations belges sur la sûreté nucléaire.

Ik wil zeer kort ingaan, mevrouw Van Brempt, op de nucleaire veiligheid en de Belgische initiatieven daarover. We hebben een duidelijke keuze gemaakt: uitstap uit de kernenergie in 2025. Is dat gemakkelijk? Neen, dat is niet gemakkelijk. Is het een ambitie? Ja, dat is een ambitie, maar wij willen duidelijk alles doen om daar ook resultaten te boeken. We hebben de laatste weken binnen de ministerraad, mét de steun van de deelstaten, in dit verband verbintenissen bevestigd.

Wat de veiligheid betreft, staan wij permanent in contact met onze buurlanden, ook met internationaal toezicht wat dit betreft, met Duitsland bijvoorbeeld en tevens met andere landen.

Je note que certains tentent systématiquement de provoquer l'angoisse, la panique et l'inquiétude. Nous assumons nos responsabilités en confiant à des organes indépendants la responsabilité du contrôle nucléaire.

Monsieur Lamberts, ce gouvernement qui ne vous plaît pas – et je le comprends – est le gouvernement qui a développé des interconnexions avec les pays voisins, des investissements, ainsi qu'un parc éolien offshore, qui est en train de se développer de plus en plus. D'autre part, la Belgique est le deuxième pays après la France à avoir mis en place les obligations vertes: 5 milliards d'euros mobilisés au départ de la Belgique en faveur de la transition énergétique.

Enfin, je voudrais aborder un certain nombre d'autres sujets qui ont été évoqués, notamment celui du budget européen.

De Europese begroting is natuurlijk een cruciaal moment en we moeten daar zeker een duidelijke keuze maken, de arbitrage doen. Ik en niemand hier onderschatten hoe belangrijk het is op dat punt beslissingen te nemen. Ik heb duidelijk gezegd en ik herhaal: er is een nuttig voorstel van de Europese Commissie. Dat is een startpunt. Maar tegelijkertijd denken we ook vanuit België dat we alles moeten doen om de middelen beter te besteden. Dat lijkt ons logisch. Maar wij zijn ook realistisch. Wij weten ook dat wij, als het nodig is, ons klassiek beleid, onze klassieke initiatieven vanuit de Europese Unie moeten consolideren. Dat is ook cruciaal. Het nieuwe beleid te openen, te versterken en mogelijk te maken.

De controle van onze grenzen, meer steun voor onze veiligheid, extern en ook intern. Meer steun ook voor onderzoek, meer steun voor digitalisering, daar liggen cruciale uitdagingen. Daarom zijn wij zoals altijd bereid om in een onderhandeling te stappen met realisme. Zeker met realisme, maar ook met de ambitie om de Europese Unie mét de nationale staten echt in staat te stellen de juiste antwoorden met resultaten voor onze medeburgers te bieden.

C'est la manière avec laquelle nous allons engager cette négociation.

Enfin, j'entends des leçons de fiscalité de la part de M. Lamberts. Je vous remercie pour les conseils que vous me donnez sur le sujet.

Ik ben daar ook zeer duidelijk geweest. Fiscaliteit is in onze ogen in eerste instantie een nationale bevoegdheid. Moeten wij meer samenwerken? Ja, maar ik betreur, mijnheer Lamberts, ...

Je regrette, Monsieur Lamberts, quand nous avons fait la réforme de l'impôt des sociétés pour passer l'impôt à 25 % et même à 20 % pour les PME, nous n'avons pas eu le soutien de votre parti politique au Parlement belge. Par conséquent, il y a effectivement un discours ici et des actes là-bas qui sont d'une nature différente.

À l'inverse de vous, nous sommes convaincus que la fiscalité n'est pas un instrument qui sert à punir ou à sanctionner, mais un instrument qui sert à soutenir le développement économique, la prospérité et le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent ou qui veulent travailler.

Andere belangrijke punten. Mevrouw Van Brempt, ik hoor ook een gerucht, namelijk dat België de belasting op fiscale of internationale transacties zou blokkeren. Een gerucht. Een gerucht! Idioot, idioot, surrealistisch! We zijn niet alleen niet in staat om zo'n dossier te blokkeren en – Jean-Claude Juncker is getuige – ik heb een paar maanden geleden dit dossier tijdens de Europese Raad aan de orde gesteld. En wat heb ik vastgesteld? Dat vele landen, omdat de brexit een realiteit geworden is, voorzichtiger zijn geworden. Dat is de realiteit!

Je pense qu'à terme, nous devons aller vers une fiscalité des transactions internationales. Probablement d'abord dans un cadre européen, mais nous devons le faire. Pas de la manière que vous souhaitez, qui vise à sanctionner, à culpabiliser et donc à abîmer l'économie réelle. Je ne veux pas dégrader l'économie réelle, mais je sais que cela ne vous préoccupe pas beaucoup.

(Vive réaction de M. Lamberts hors micro)

Cela ne vous préoccupe pas beaucoup, Monsieur Philippe Nigel Farage, vous êtes en train de glisser dans le populisme et l'extrémisme. Je pense que ce n'est pas digne d'une formation telle que la vôtre en Europe.

Enfin, je veux certainement remercier Nigel Farage pour ses bons conseils sur l'avenir de la Belgique. Je me réjouis d'entendre les bons conseils de Nigel Farage sur l'avenir de la Belgique. Il s'est occupé de l'avenir de la Grande-Bretagne avec le Brexit et on voit où en est aujourd'hui la situation en Grande-Bretagne.

Om precies te zijn, de brexit is natuurlijk een belangrijke uitdaging voor de 27 landen, maar ook voor de toekomst van het Verenigd Koninkrijk. Wat is de situatie? Ik ben mij er natuurlijk van bewust dat België een van de landen in Europa is die bijzonder kunnen worden getroffen ten gevolge van de brexit. Daarom willen wij een geloofwaardige onderhandeling. Daarom willen wij zeer geëngageerd zijn om een duidelijke as met het Verenigd Koninkrijk te handhaven, op economisch niveau maar ook voor de toekomst van onze veiligheid.

Il y a un travail qui est mené par Michel Barnier – ce n'est pas un travail simple – avec le soutien de la Commission et du Conseil, qui suivent de très près cette négociation. La démonstration est faite: vouloir sortir du club de l'Union européenne entraîne un certain nombre de conséquences, un certain nombre de difficultés et nous allons être très mobilisés dans les mois qui viennent pour être un partenaire engagé et actif afin de retrouver le chemin du bon sens dans cette négociation qui est utile. Il me semble que le Parlement va être aussi très engagé sur ce sujet extrêmement important.

Monsieur Juncker, un mot rapidement sur la citoyenneté belge. Je me réjouis qu'il y ait une telle attractivité pour la citoyenneté belge, que des citoyens britanniques soient aussi demandeurs de rejoindre notre pays dans lequel, souvent, ils vivent depuis longtemps. Quelle est la situation, très simplement ? Il existe actuellement – c'est l'état de droit, l'indépendance de la justice – une jurisprudence contradictoire en Belgique sur ce sujet. Le gouvernement examine d'un point de vue juridique les possibilités sur un sujet qui, je le mesure, est important pour un certain nombre de personnes présentes depuis longtemps dans notre pays.

Voilà quelques-uns des éléments que je voulais mentionner. Vous l'avez compris. Je vous remercie pour ce débat vif, intense. Soyez convaincus en tout cas, avec la nuance, mais aussi avec toute la force de l'engagement, que la Belgique a bien l'ambition de demeurer dans le cockpit d'un projet auquel nous croyons avec beaucoup de ferveur parce qu'effectivement, comme cela a été dit avec justesse par Guy Verhofstadt, l'histoire a démontré que c'est le chemin de la coopération, de la paix, du dialogue, du rassemblement des forces qui est le chemin pour garantir la liberté, la démocratie et l'état de droit auxquels, je le répète, nous tenons comme à la prunelle de nos yeux.

Presidente. – La discussione è certamente vivace e dimostriamo che in questo Parlamento discutiamo sulle questioni che riguardano i nostri concittadini. L'obiettivo è quello di ridurre sempre di più la distanza tra le istituzioni e i cittadini, e il fatto di vedere le tribune piene di pubblico non fa che riempirci di gioia. Saluto tutti i cittadini europei che ascoltano questa discussione perché, lo ripeto, il nostro obiettivo è quello di cercare di risolvere i problemi degli europei.

Procedura «catch the eye»

Ivo Belet (PPE). – Voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik denk dat u de juiste prioriteiten naar voren geschoven heeft. U heeft gesproken over een sterke Europese economie die investeert. U heeft verwezen naar faire belastingen ook op internetgiganten, de strijd tegen sociale dumping en dan ook de veiligheid. U zegt dat wij als Europese Unie resultaten moeten boeken om het vertrouwen van de mensen terug te winnen. Ik denk dat dat de juiste samenvatting is.

Die veiligheid, mijnheer de eerste minister. U heeft ook verwezen naar de Europese defensie. De heer Juncker heeft gisteren gezegd dat er 20 miljard euro voorzien is in die meerjarenbegroting om de Europese defensie uit te bouwen. Nu, dat sluit heel goed aan bij het Frans-Duitse project dat onlangs gelanceerd is om die Europese defensie te versterken en ook samen te gaan bouwen aan een Europees gevechtsvliegtuig. Ik zou graag hebben dat u hier kunt bevestigen dat België mee instapt in dat Europees project.

Samenvattend, we hebben maar één minuut, mijnheer de eerste minister: blijf op die koers. Laat u niet afleiden door die zogenaamde euro-realistische, door die euro-sceptische krachten in uw regering. Blijf op die koers! Ik denk dat wij samen de mensen ervan kunnen overtuigen dat het goed is om Europese middelen in te zetten om onze grenzen te versterken, om dat vertrouwen terug te winnen van de mensen, om in te zetten op sociale faire belastingen en vooral ook op meer veiligheid, projecten met een Europese meerwaarde. Ik denk dat wij de mensen ervan kunnen overtuigen dat dat goed is voor iedereen en dat dat een meerwaarde is voor alle mensen in de Europese Unie.

Ana Gomes (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, la Belgique est vraiment un paradis fiscal pour les grosses fortunes et les multinationales qui paient, comme vous l'avez dit, au moins 25 %. En fait, elles paient beaucoup moins avec vos tax rulings. C'est un enfer pour les travailleurs qui paient en moyenne 42,8 % sur leurs revenus.

La Belgique est aussi un des pays qui, au Conseil, fait tout pour garder le système actuel de dumping fiscal qui rend déloyale la concurrence au sein du marché intérieur européen et qui empêche l'harmonisation fiscale, qui est cruciale pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'évasion fiscale, la fraude, etc.

Pourquoi votre gouvernement s'oppose-t-il à la réforme de la TVA proposée par la Commission, voilà un an, qui serait cruciale pour empêcher que 50 milliards d'euros continuent à profiter à la fraude, au bénéfice d'organisations criminelles, y compris terroristes, et qui pourraient être une source d'augmentation des ressources propres de l'Union européenne et des États membres? Pourquoi votre gouvernement s'oppose-t-il à l'ACCIS sur les industries digitales, sur les industries polluantes et sur les transactions financières?

Marek Jurek (ECR). – Merci Monsieur le Premier ministre pour votre présence parmi nous et en particulier pour l'hospitalité belge parce que, travaillant en Belgique, nous passons la moitié du temps, ici à Bruxelles.

Je veux parler de la problématique européenne, pas seulement de la problématique de l'Union européenne, mais de toute l'Europe. Vous avez fait, il y a cinq jours, un séjour très intéressant à Moscou durant lequel vous avez eu une conversation intime à Novo-Ogaryovo avec le président Vladimir Poutine. Vous avez proposé de repenser les relations économiques entre l'Union européenne et la Russie, et spécialement entre la Belgique et la Russie. À la fin de votre voyage, au cours d'une conférence dans une haute école de commerce, vous avez prôné, en citant Machiavel, l'idée de la paix par le commerce.

Ne pensez-vous pas que cette déclaration tourne à la farce notre politique de sanctions et spécialement la solidarité avec les pays d'Europe centrale, qui sont maintenant inquiets devant la politique agressive de la Russie ?

Gérard Deprez (ALDE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, vous êtes venu chez nous pour parler d'Europe, vous l'avez fait et vous l'avez bien fait. Par contre, quelques-uns de nos collègues, M. Annemans et même M. Lamberts ont utilisé leur temps de parole comme arrière-cour du Parlement belge. C'est un véritable détournement! M. Lamberts en particulier a passé son temps devant notre assemblée à salir la politique que vous menez en Belgique. Je dis à M. Lamberts: c'est moche. C'est moche ce que vous avez fait.

Monsieur le Premier ministre, j'ai noté votre prudence en ce qui concerne le financement futur de l'Union européenne. Vous reconnaissez qu'il y a des secteurs dans lesquels il faut maintenir un niveau de dépenses des politiques traditionnelles de cohésion, de la PAC. Vous avez souscrit aux objectifs de financements supplémentaires des nouvelles politiques et vous dites «on doit être très parcimonieux en ce qui concerne les contributions budgétaires». Alors, Monsieur le Premier ministre, je vais vous faire une suggestion. Le Parlement européen a adopté un rapport dans lequel il propose qu'on trouve un accord entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission sur de nouvelles ressources propres qui permettront à terme de diminuer les contributions nationales. Est-ce que vous pouvez nous dire si vous nous aidez dans ce sens-là?

Bronis Ropė (Verts/ALE). – Europos Sąjungos ateitis neįsivaizduojama be stipraus ir konkurencingo žemės ūkio. Deja, skirtingoms Europos Sąjungos šalims taikomos nevienodos tiesioginės išmokos ne tik iškreipia vieningą rinką, bet ir sukuria antrarūšių ūkininkų klasę. Pasakysiu atvirai –tūkstančiai ir tūkstančiai ekonomiškai aktyvių žmonių Lietuvoje pasmerkti būti nekonkurencingais, jaučiasi nepilnaverčiais, antrarūšiais Europos Sąjungos piliečiais. Ar Belgija palaikys Lietuvos ir kitų Rytų ir Vidurio Europos šalių reikalavimą baigti ūkininkų diskriminavimą ir pagaliau suvienodinti tiesiogines išmokas?

Peter Lundgren (EFDD). – Herr talman! 40 miljarder svenska kronor! Det är vad Sverige betalar detta år i medlemsavgift. Det är 5 400 svenska kronor per skattebetalare och år. Vi betalar netto 27 miljarder svenska kronor till EU.

Nu vill man höja detta belopp. Man vill höja det med 40 procent. Det är alltså 21 miljarder som man vill öka vår medlemsavgift med. Det innebär att varje skattebetalare i Sverige betalar 8 200 svenska kronor per år. Sedan har vi en förväntad ökning som tillkommer, om och när Albanien, Makedonien, Montenegro och Serbien ansluts och blir netto-bidragstagare.

Makten förskjuts konstant från Sverige, från Stockholm, från Sveriges riksdag till Bryssel. Den monetära unionen ska fullföljas, gemensam migration och asyl, gemensamt försvar, och all lagstiftning initieras av kommissionen vars tjänstemän inte är demokratiskt valda. EU är som ett tåg som utan bromsar rusar fram i natten allt snabbare. Trots att alla signaler blinkar rött, har ni inte lärt er någonting. Kraschen närmar sig oundvikligen.

Marc Tarabella (S&D). – Monsieur le Premier ministre, vous êtes un européen convaincu, personne n'en doute, mais cela ne transparait pas au vu de certaines déclarations que vous faites ou des positions de votre gouvernement sur des sujets européens.

D'après votre déclaration, vous ne voulez pas envisager la moindre augmentation de la contribution nationale. Guy Verhofstadt l'a dit, nous sommes à la croisée des chemins, il y a des projets dont l'Europe devrait s'occuper. Une Europe ambitieuse nécessite des moyens supplémentaires. M. Macron a soulevé la question il y a quinze jours. Mais il y a aussi votre ministre des Finances – cela a été dit –, qui en coulisses fait barrage à l'application de la taxe sur les transactions financières, projet que nous sommes majoritaires à vouloir. Et puis que dire des législations européennes contre l'évasion fiscale qui, en Belgique, ont été amputées, vidées de leur sens, et je cite la Commission européenne à cet égard qui qualifie la Belgique comme étant «l'un des États d'Europe qui nuit le plus à l'équité, empêche une concurrence loyale et augmente le plus la charge des contribuables». Ce n'est pas moi qui le dit, c'est la Commission européenne.

Monsieur le Premier ministre, alors que le navire Europe prend l'eau de toutes parts, que le Conseil est un peu une machine qui fait du surplace au niveau européen, quels grands projets pouvez-vous soutenir pour relancer la dynamique européenne en faveur des citoyens?

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, arvoisa pääministeri, on hyvin arvokasta, että olette täällä pohtimassa Euroopan tulevaisuutta yhdessä Euroopan parlamentin kanssa. Olen samaa mieltä siitä, että kun pohdimme, mihin Euroopan tulevaisuus perustuu, sen on pohjauduttava eurooppalaisiin arvoihin. On tärkeää, että puolustamme kansanvaltaa, vapautta, demokratiaa, oikeusvaltiota. Erityisen tärkeää se on tänään, kun vietämme kansainvälistä lehdistönvapauden päivää. Tiedämme, että vapaa, riippumaton, moniarvoinen lehdistö ja media ovat tärkeä demokratian peruskivi, jota meidän on puolustettava kaikkialla Euroopassa.

Komissio antoi eilen oman ehdotuksensa Euroopan tulevasta rahoituskehiksestä. Toivon, että saamme myös Belgialta vahvan tuen siihen, että investointeja nuoriin ja nuorten tulevaisuuteen jatketaan. Se on pohja, jolla Eurooppa menestyy tulevaisuudessa. On hienoa, että komissio ehdotti, että Erasmus-vaihto-ohjelma kaksinkertaistetaan. Tiedämme, kuinka tärkeää eurooppalaisille nuorille on se, että heillä on tilaisuus tutustua toisiin maihin. Samoin investointeja tutkimukseen, koulutukseen ja innovaatioihin on jatkettava.

Ramón Jáuregui Atondo (S&D). – Señor presidente, señor primer ministro, hablando de seguridad, hace ya casi quince años que las ciudades europeas sufren atentados terroristas que ustedes recuerdan muy bien. En Bruselas, Madrid, París, etcétera.

Las acciones terroristas proceden siempre de la misma estructura, de la misma organización, de la misma ideología. Y mucho hace pensar que ese riesgo de seguridad para los ciudadanos europeos es un riesgo que permanece vivo todavía y que va a durar mucho tiempo.

Mi pregunta, señor primer ministro, es: sabiendo cuál es la reacción policial ante esa inseguridad, ¿no cree usted que, hablando del futuro de Europa, ha llegado el momento de hablar también de la coordinación policial antiterrorista? ¿No le parece a usted que, hablando del futuro de Europa y de seguridad para los ciudadanos, es necesaria la creación de una unidad europea de análisis y de inteligencia antiterrorista? ¿No le parece a usted que es conveniente hablar de un cuerpo policial antiterrorista europeo?

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρωθυπουργέ του Βελγίου, κύριε Michel, αναφερθήκατε στην ευρωπαϊκή άμυνα και στο NATO, όμως το NATO νίπτει τας χείρας του σε σχέση με την επιθετικότητα και τις απειλές της Τουρκίας κατά της Ελλάδας και της Κύπρου. Επιπροσθέτως, μέχρι τώρα δεν έχει συγκροτηθεί ευρωπαϊκός στρατός, που θα μπορούσε ενδεχόμενα να στηρίξει την Ελλάδα έναντι των απειλών της Τουρκίας. Επομένως θα ήθελα να σας ρωτήσω, κύριε Πρωθυπουργέ του Βελγίου, εάν το Βέλγιο ως κράτος είναι διατεθειμένο να συνάψει με την Ελλάδα ένα σύμφωνο αμυντικής συνεργασίας με ρήτρα στρατιωτικής συνδρομής σε περίπτωση επίθεσης της Τουρκίας κατά της Ελλάδας, ένα σύμφωνο εγγύησης των ελληνικών συνόρων, τα οποία άλλωστε είναι και ευρωπαϊκά, ένα σύμφωνο που θα συναφθεί άμεσα, καθώς ο Ερντογάν εντείνει τις απειλές του κατά της Ελλάδας και συνεχίζει την παράνομη κράτηση των δύο στρατιωτικών μας, για τους οποίους σας κάνω έκκληση, κύριε Πρωθυπουργέ, να δηλώσετε εδώ στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο τη συμπαράστασή σας, για την άμεση απελευθέρωση των δύο στρατιωτικών μας από τις τουρκικές φυλακές.

(Sospensione della procedura «catch the eye»)

Charles Michel, Premier ministre de Belgique. – Monsieur le Président, quelques réactions aux interpellations.

En effet, je partage le point de vue d'Ivo Belet, qui vise à conjuguer une détermination européenne avec un sens du pragmatisme et un sens du réalisme qui doivent se traduire notamment dans le cadre de la défense. Je n'y reviens pas.

Je me suis déjà exprimé sur la question de la fiscalité, il y a eu d'autres interpellations sur le sujet. Nous avons mis en œuvre, dans mon pays, des réformes fiscales substantielles en matière d'impôt des personnes physiques afin de baisser sensiblement la charge fiscale, d'abord sur les bas et les moyens salaires. Dans mon pays, en trois ans, les bas et les moyens salaires se sont vus octroyés par la réforme fiscale, de fait, un treizième mois additionnel. C'était une démarche d'équité. Dans le même temps, comme je l'ai dit, nous réformons l'impôt des sociétés pour baisser le taux à 25 et à 20 % pour réduire le nombre de certaines niches fiscales qui existaient, Monsieur Tarabella, lorsque votre parti dirigeait le gouvernement belge. Nous avons mis de l'ordre, nous, dans la fiscalité, avec le soutien du parlement.

En ce qui concerne le budget européen, Monsieur Tarabella, je veux être précis. N'interprétez pas erronément mes propos. Je n'ai pas dit qu'on ne voulait pas contribuer davantage, je dis qu'il y a deux sujets dans tout débat budgétaire. Cela vaut aussi pour le débat européen. Quels sont les choix en termes d'enveloppe et de montant et comment les utilise-t-on? Comment les affecte-t-on? Comment définit-on les priorités? Voilà les deux sujets que nous devons examiner en parallèle. Quels sont les arbitrages qui peuvent être faits, me semble-t-il.

Une question importante concernait la Russie. Elle faisait référence à un propos que j'ai tenu en citant Machiavel. C'est vrai. Machiavel, la paix par le commerce. Je crois effectivement qu'il y a une part de vérité dans cette ambition. J'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises, au Conseil européen de défendre mon raisonnement sur la Russie. Je suis d'une totale solidarité avec l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Je suis d'une totale solidarité pour la mise en œuvre des accords de Minsk. Il n'y a pas l'ombre d'un doute par rapport à cela. Mon pays est très solidaire avec nos militaires, notamment, et nous avons des chasseurs qui contribuent à sécuriser l'espace aérien aux frontières avec la Russie, mais dans le même temps, je ne pense pas que les sanctions, de manière générale, soient une fin en soi. Les sanctions sont un instrument, un instrument pour permettre et tenter un dialogue politique. C'est dans cet esprit-là, pour améliorer la compréhension, pour tenter de voir comment on peut gérer des différends, dégager des solutions avec la Russie. Je ne suis pas naïf, je vois bien un certain nombre d'intérêts et d'ambitions géopolitiques et géostratégiques. Nous avons, nous, Européens au moins deux sujets avec la Russie. Comment sécuriser et stabiliser les frontières est Europe-Russie? Comment générer, à terme, le développement économique et les échanges, la paix par le commerce? Un autre sujet concerne la situation au sud de l'Europe et le rôle de la Russie sur le plan géopolitique dans des régions du monde qui peuvent affecter, peut-être même dramatiquement, le futur de l'Europe. En Syrie, on l'a vu. En Libye, également. On parle trop peu sans doute de la Libye, à mes yeux. Je pense que sur ces sujets, effectivement, on doit tenter d'ouvrir des canaux de dialogue sans naïveté, avec détermination, pour défendre nos valeurs, mais aussi pour tenter de progresser sur ces sujets.

Un mot encore sur la Grèce et les relations avec la Turquie. Au Conseil européen, à plusieurs reprises, on a affirmé la solidarité avec la Grèce. Cela a été exprimé dans des conclusions également.

Un mot sur le terrorisme. Le peuple européen a été frappé, je suis bien placé comme Premier ministre belge pour vous en parler, par cette tragédie du terrorisme. Les premiers attentats ont commencé par le musée juif de Bruxelles, au cœur de Bruxelles. Ensuite, une vague a démarré. Ce sont nos valeurs d'état de droit, de démocratie et de liberté qui sont en jeu. Par conséquent, oui, pour en permanence renforcer la coopération entre les services de sécurité. Comment est-ce possible? En ayant des échanges d'informations plus automatiques et pas uniquement sur une base bilatérale comme c'est souvent le cas aujourd'hui. C'est quelque chose d'extrêmement important à mes yeux et je serai chaque fois du côté de ceux qui veulent conjuguer ce renforcement des moyens matériels, technologiques, légaux pour nos services de sécurité, mais en veillant aussi chaque fois au respect intégral des valeurs fondamentales des droits de l'homme et du droit à la vie privée. Nous devons effectivement concentrer nos efforts pour élever le niveau de sécurité parce qu'élever le niveau de sécurité, c'est garantir réellement la liberté des citoyens européens.

(Ripresa della procedura «catch the eye»)

Ivo Vajgl (ALDE). – Spoštovani premier, hvala za odprt in inspirativen govor. Spomnili ste nas, da je evropska ideja več kot politični pragmatizem, geostrategija, skupna obramba in občasno pokrivanje individualne agresivnosti.

Hvala vam za vaše refleksije o evropski kulturi, o znanosti in o mladih. Tudi hvala vam za gostoljubje, ki ga je Belgija ponudila nekaterim katalonskim voditeljem.

Nihče v Evropi ne bi smel biti v strahu, kaj šele v zaporu, zaradi svoji idej. Evropa mora biti prostor dialoga, svobode, humanizma, miru in kreativnosti, ne pa, nikoli in nikjer, groženj in represije.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, je suis une Galicienne au Parlement européen. La Galice est très attachée à la Belgique pour l'immigration et j'y suis aussi très attachée parce que ma fille est née à Bruxelles. L'ancien eurodéputé Maurits Coppieters a dit une phrase très transcendante pour l'avenir de l'Europe: «la bataille des souverainetés, c'est aussi la solidarité entre les peuples d'Europe».

Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019. Vous avez parlé d'une culture respectueuse des différentes identités et pour respecter les identités, la Belgique a adressé un signal très fort au moment de la discussion du traité CETA avec le Canada. Nous sommes en débat, au Conseil, sur le seuil électoral, sur le plafond. Je voulais vous remercier pour la position de la Belgique, mais j'aimerais savoir quelle sera sa position finale. Est-ce qu'on aura le plafond électoral pour les élections pour que les petits partis politiques qui représentent la diversité soient aussi présents dans la prochaine législature?

Jiří Payne (EFDD). – Pane předsedající, pane premiére, Lisabonská smlouva v článku 17 uvádí, že člen Komise musí být vybírán podle kritéria evropanství. To znamená, že například v České republice 68 % občanů nikdy nemůže mít zastoupené své zájmy v Komisi. A jsou diskriminováni na základě svého politického přesvědčení.

Přitom Listina základních práv Evropské unie říká v článku 22, že jakákoliv diskriminace na základě politického smýšlení je zakázána. Vy jste říkal, pane premiére, že nechcete měnit Smlouvy. Ale já se domnívám, že Lisabonská smlouva, která organizuje diskriminaci, musí být zrušena a musíme nabídnout občanům lepší alternativu pro spolupráci v Evropě.

Maria Arena (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, je n'ai aucun doute sur votre libéralisme économique. Et en matière de commerce, je pense que vous devriez l'assumer complètement parce que dire qu'aujourd'hui, par les accords commerciaux, vous protégez vos agriculteurs, c'est quand même quelque chose d'assez paradoxal. On le sait aujourd'hui, les accords actuels n'épargnent ni les agriculteurs ni le climat.

Expliquez-moi comment l'importation de milliers de tonnes de bœuf et de porc canadien ou mexicain ne va pas affecter les productions des agriculteurs européens?

Je pense que le seul moyen de faire avancer cette cause de la protection sociale et environnementale, c'est d'avoir des chapitres «développement durable» avec sanctions dans les accords commerciaux. Alors quelle est la position de la Belgique pour que finalement vous puissiez réconcilier votre libéralisme économique avec votre volonté manifeste de protéger à la fois les normes sociales et environnementales, et en même temps vos agriculteurs.

Michaela Šojdrová (PPE). – Monsieur le Premier ministre, je vous ai écouté attentivement. J'apprécie votre engagement, votre enthousiasme et je partage vos idées en faveur de la prospérité, de la sécurité et des valeurs. Mais permettez-moi de vous poser quelques questions. Pourquoi voulez-vous ouvrir des routes légales pour les migrants? Pensez-vous qu'on peut transférer des millions de gens qui vivent dans des conditions très difficiles au lieu d'instaurer la paix et la prospérité dans leur pays d'origine? Comment voulez-vous renforcer la compétitivité des compagnies européennes, si nous compliquons le marché libre par la nouvelle directive du détachement des travailleurs?

En tout cas, nous suivons la même ligne, comme vous j'espère un avenir sûr et prospère pour nos enfants.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρωθυπουργέ, ξεκινήσατε την πρώτη σας παρέμβαση λέγοντας ότι το συλλογικό αγαθό που όλοι απολαμβάνουμε εδώ στην Ευρωπαϊκή Ένωση είναι η ειρήνη και η επιδίωξη της ευημερίας. Συμφωνούμε όλοι μας και ως μιλήσουμε λίγο για το μέλλον της Ευρώπης. Νομίζω ότι δεν χρειάζεται να ανακαλύψουμε οποιοδήποτε άλλο ιδανικό. Έχουμε τα ιδανικά μας και είναι καταγεγραμμένα ως Ευρώπη στο «Rule of Law», στο κράτος δικαίου. Έχουμε τις απαντήσεις. Έχουμε την απάντηση για την τραπεζική ένωση: εγγύηση καταθέσεων σε πανευρωπαϊκό επίπεδο. Έχουμε την απάντηση προς την Τουρκία του Ερντογάν: κυρώσεις. Και, αν δεν πιστεύετε στις κυρώσεις, δώστε μας εσείς την απάντηση. Πάντως βλέπουμε το αποτέλεσμα των δώρων του κυρίου Γιούνκερ. Καθώς μιλάμε σήμερα, μας στέλνει ξανά τους κατατρεγμένους πρόσφυγες για να μας εκβιάζει. Πείτε μας λοιπόν μια αποτελεσματική πολιτική, εάν δεν πιστεύετε στις κυρώσεις.

Helga Stevens (ECR). – Voorzitter, collega's, mijnheer de eerste minister, ik wil u danken u voor uw visie op de toekomst van de Europese Unie. Nu, wat er wel opvalt, niet alleen bij u, maar ook bij uw collega president Macron, is dat er weinig gepraat wordt over personen met een beperking. In de EU vertegenwoordigen zij toch een hele grote groep van 80 miljoen mensen. Een vergeten groep ook. Tellen zij ook mee in het Europa van de toekomst? Zien wij die mensen ook als volwaardige burgers van Europa die ook een bijdrage kunnen leveren aan het Europa van de toekomst? Dat wil ik heel graag weten van u.

Wij mogen ook niet vergeten dat alle Europese landen het VN-verdrag voor personen met een beperking hebben geratificeerd. Ook de Europese Unie heeft dat mee geratificeerd. Toch wachten wij nog altijd op een algemene non-discriminatie-richtlijn. Al jaren zijn wij aan het wachten op de versterking van een Europese toegankelijkheidswet. Waar blijft dit respect voor gebarentalen in de Europese Unie? Dat is onze taal, de taal van dove mensen in Europa. Dove mensen voelen zich miskend. Zij voelen aan dat dat Europa geen aandacht heeft voor hen. Graag wil ik ook een reactie horen op deze verschillende elementen.

Wij kunnen doven en mensen met een beperking in het algemeen laten zien dat Europa ook iets kan betekenen voor hen. Wanneer we kijken naar de Verenigde Staten dan hebben wij een grote achterstand in te halen. We zouden ambitieuzer moeten zijn, zodat de mensen met een beperking echt kunnen meetellen en meegerekend worden in dat Europa van de toekomst.

Charles Goerens (ALDE). – Monsieur le Président, notre collègue Louis Michel nous avait déjà habitués à de fervents plaidoyers en faveur d'une Europe humaniste, forte et généreuse. On voit bien après vous avoir entendu, Monsieur le Premier ministre, et à travers ce double engagement, que l'Europe est bien dans vos gènes. Nous avons besoin d'acteurs politiques de cette trempe car l'Europe est menacée.

La pire des menaces à l'heure actuelle, cependant, est le fait que plusieurs États membres s'écartent des valeurs fondamentales de l'Union, n'appliquent pas ou plus certains aspects de la loi européenne. Comment, de votre point de vue, pourrait-on y remédier?

Jordi Solé (Verts/ALE). – Monsieur le Premier ministre, je vous remercie d'avoir consacré une grande partie de votre discours à nous parler des valeurs fondamentales et de nous rappeler la ténacité que nos démocraties exigent de nous. Il est important de souligner que sans respect des valeurs européennes, il n'y a pas de projet européen qui vaille la peine. Il est important de le souligner au moment où certains États membres se comportent de manière inquiétante, par exemple l'Espagne où depuis déjà six mois, des politiciens catalans sont emprisonnés pour avoir permis aux citoyens de voter, oui, de voter.

En tout cas, j'aimerais connaître votre opinion sur ce que nous appelons la conditionnalité à l'état de droit, mécanisme que la Commission européenne a intégré dans sa proposition de cadre financier pluriannuel pour conditionner des fonds communautaires.

À mon avis, ce serait dommage que ce mécanisme ne s'applique qu'à l'état de droit et pas quand il s'agit d'autres aspects de la démocratie, des droits de l'homme ou de la corruption.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Domnule președinte, domnule prim-ministru, noi în România avem un proverb care spune că divizați, nu putem să facem mare lucru, împreună, uniți, putem să facem foarte mult. Și mă refer aici la politica dumneavoastră, din păcate asemănătoare cu a președintelui Macron, privind o Europă cu mai multe viteze. Avem nevoie, domnule prim-ministru, de o Europă solidară, unită și dezvoltată. Dezvoltată la Est, așa cum este și la Vest. Numai împreună vom putea să facem o Uniune Europeană puternică, respectată, un actor global care să joace un rol important în această lume.

În același timp, ieri, Comisia Europeană ne-a prezentat un buget cu scăderi masive pentru politica agricolă și politica de coeziune. Vreau să vă spun că politica de coeziune este o politică-simbol, cheie, esențială pentru construcția europeană. Această politică trebuie să continue, nu trebuie să mărim clivajele și diferențele între Europa de Vest și Europa Centrală și de Est. Din contră, noi toți, cetățenii din Europa Centrală și de Est, atunci când am aderat la Uniunea Europeană, am considerat și considerăm că trebuie să avem același nivel de dezvoltare, aceleași drepturi și același viitor și vă solicit, domnule prim-ministru, să susțineți o politică europeană comună.

Dubravka Šuica (PPE). – Mr President, Mr Prime Minister, I was listening very carefully to your introductory speech and I realised during your speech that you are real true European as you said. Since this is a debate on the future of Europe, you also said that you are against a two-speed Europe. You mentioned Schengen, you mentioned the eurozone, but you haven't said anything about further integration of the European Union. You haven't mentioned anything about the Western Balkans or Southeast Europe. So I would like to hear from you, what is your opinion, what is your attitude – I mean you as Prime Minister and a Belgian – on widening the European Union? Do you have any standpoint on this issue?

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule prim-ministru, nu o să vorbesc nimic de discursul dumneavoastră pentru că mi-a plăcut în mare măsură. Însă pentru că au fost câteva contradicții, vreau să vă pun câteva întrebări pentru a le clarifica. În momentul în care domnul președinte Juncker v-a rugat să dați cetățenie cetățenilor britanici, ați răspuns foarte prompt – și vă apreciez – că, sigur, trebuie să gândiți jurisprudența din statul dumneavoastră. Atunci, vă întreb, în Consiliu veți vota acea condiționalitate nouă legată de statul de drept? Și, al doilea, veți vota tăierea fondurilor la coeziune și la politica agricolă comună? Și, domnule prim-ministru, ultima întrebare, eu mă simt mai sigură în țara mea, România – care, din păcate, nu este în Schengen – decât în țara dumneavoastră, unde știți ce s-a întâmplat. Veți vota intrarea României în Schengen?

Hilde Vautmans (ALDE). – Voorzitter, mevrouw de commissaris, mijnheer de eerste minister, dank u wel voor uw heel sterke en pro-Europese toespraak. Het zijn zulke leiders die we hier in Europa vaker zouden moeten zien. Ik ben vandaag een fiere Vlaming, een fiere Belg, een geëngageerde Europeaan en vooral een overtuigde liberaal. Want u heeft denk ik de juiste klemtonen gelegd: welvaart, economie, veiligheid, migratie en natuurlijk onze Europese waarden en normen.

Er is één punt, mijnheer de eerste minister, waarvoor ik u vandaag speciale aandacht wil vragen. We denken dat we hier in Europa meer moeten doen aan de aanpak van migratie. Ook de Europese burgers vragen dat. Ik heb vorige week een boek uitgegeven over tienduizend niet-begeleide minderjarige asielzoekers die vermist worden in Europa, ook in ons land. Daarom zou ik uw steun willen vragen. Wij brengen hier in dit Parlement straks een resolutie in stemming. Verdedig de beslissingen in de Europese Raad om mensensmokkelaars harder aan te pakken en kinderen in migratie te beschermen. Dank u wel mijnheer de eerste minister.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente, primer ministro Michel, aunque le hemos escuchado con mucho interés, no le hemos oído una palabra sobre un pilar europeo en el que una vez Bélgica estuvo a la cabeza: el espacio de libertad, justicia y seguridad y la cooperación judicial activa entre Estados miembros -basada en el mandato europeo-, de confianza mutua y reconocimiento mutuo, de resoluciones judiciales, para evitar la impunidad sobre la base del cruce de las fronteras o de la complejidad y heterogeneidad de las legislaciones penales.

En el espacio de libertad nos necesitamos unos a otros porque -como dijo el legendario primer ministro belga Paul-Henri Spaak- no es verdad que la Unión Europea esté formada por países grandes y por países pequeños, todos somos pequeños para atender los grandes retos de la globalización, solo que algunos lo saben y otros todavía no.

Pascal Arimont (PPE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, je suis fier d'être européen.

Ik ben fier Belg te zijn.

Aber ich bin auch stolz, deutschsprachiger Ostbelgier zu sein. All das geht gleichzeitig, auch wenn das hier heute nicht so zu sein schien. Das geht auch aufgrund der großartigen Idee Europas und dessen Werten. Belgien hat Europa während 70 Jahren mitgebaut. Vielleicht kann Europa auch von Belgien lernen. Von diesem kleinen, sehr komplizierten, aber immer lebenswürdigen Staat. Wenn nichts mehr ging, kam ein Belgier mit einer Idee daher, und es funktionierte danach.

Wir müssen das Haus Europa aber neu bauen, die Menschen müssen sich in Europa zu Hause fühlen. Das heißt, dass wir dieses Haus weiter ausbauen müssen; gegen Wind und Wetter müssen wir es beständig machen. Dazu muss Belgien seinen Beitrag tragen, und dafür zu müssen Sie, Herr Premierminister, sehr mutig sein: Sie müssen der Architekt dieses neuen Europas sein. Ich möchte hier einen Menschen zitieren, der nicht aus der Politik kommt, sondern aus dem Fußball, den Trainer vom FC Liverpool. Der hat nämlich letzte Woche sehr treffend gesagt: «Die EU ist nicht perfekt, aber sie ist die beste Idee, die wir je hatten.» Die Geschichte hat gezeigt, dass wir Probleme lösen können, wenn wir zusammenhalten. Wenn wir auseinandergehen, werden wir uns bekämpfen, und nicht ein einziges Mal in der Geschichte hat Spaltung zu Erfolg geführt. Das gilt für Belgien genauso gut wie Europa.

Soyez donc courageux, Monsieur le Premier ministre, seien Sie der Architekt dieses neuen Europas, in dem wir uns alle zuhause fühlen!

Mercedes Bresso (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, je vous remercie pour ce discours pro-européen. J'aimerais quand même vous poser une question.

Vous avez parlé d'utiliser le potentiel de Lisbonne. Je suis évidemment d'accord vu que j'étais corapporteuse pour le rapport sur le potentiel de Lisbonne, mais il existe quand même un problème de démocratie dans l'Union européenne. Ne pensez-vous pas que si nous voulons exploiter pleinement le traité de Lisbonne, nous devons utiliser la clause passerelle et arriver à un vote à la majorité au sein du Conseil? Parce qu'il s'agit là de la cause du non-fonctionnement de l'Europe et des critiques émises par nos citoyens: l'Europe n'arrive jamais à décider, elle est lente, elle n'arrive pas à être sur la balle, pour parler en des termes empruntés au football. Voilà la question. Alors, soit nous changeons les traités et nous démocratisons vraiment l'Europe en montrant un réel engagement, soit nous ne le faisons pas, mais utilisons au moins pleinement le traité de Lisbonne, à travers la clause passerelle, pour arriver à un vrai système démocratique en Europe.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, the discussions and debates here with the Prime Minister started by my own Prime Minister in January — Leo Varadkar — have been very impressive and worthwhile and Mr Michel today is equally impressive, knowledgeable and competent and up-front. So two points I want to make one. One, I would ask him to do everything he can to increase the budget for the European Union. This is where the added value is.

My second question is, does he see a smooth Brexit and if not, what are the consequences for Belgium?

The other point made by my colleague Ms Šuica is expansion. How quick does he see expansion in the European Union, especially in relation to the Western Balkans?

Μαρία Σπυράκη (PPE). – Κύριε Πρωθυπουργέ του Βελγίου, εκπροσωπείτε μια χώρα του Βορρά, εκπροσωπώ μια χώρα του Νότου, μένουμε όμως στο ίδιο σπίτι και δεν μπορούμε παρά να καλοδεχτούμε στην Ελλάδα τον τριπλασιασμό των κονδυλίων για το άσυλο και τη φύλαξη των συνόρων. Είναι συγχρόνως όμως απαραίτητο να προχωρήσουμε άμεσα σε ένα ενιαίο σύστημα ασύλου στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Ταυτόχρονα είναι απαραίτητο να ενισχύσουμε στην πράξη τη φύλαξη των ευρωπαϊκών συνόρων, και εδώ θα ήθελα να θέσω υπόψη σας ότι είναι ανάγκη να αναχθεί σε ευρωπαϊκή προτεραιότητα η επιστροφή των δύο Ελλήνων στρατιωτικών που κρατούνται σήμερα παράνομα στις φυλακές της Αδριανούπολης της Τουρκίας. Με αυτό τον τρόπο θα αποδείξουμε ότι μένουμε πράγματι στο ίδιο σπίτι και ότι μοιραζόμαστε πράγματι τις ίδιες αξίες.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Charles Michel, *Premier ministre de Belgique*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, plusieurs points à nouveau importants ont été pointés, je vais réagir à quelques-uns d'entre eux.

Un point important est évidemment le sujet du libre-échange, de la liberté de commerce. Machiavel a été cité tout à l'heure. Je crois en effet profondément aux vertus du libre-échange, à condition qu'il y ait réciprocité, à condition qu'il y ait des standards sociaux et environnementaux. Maria Arena sait parfaitement bien que bon nombre d'accords de libre-échange sont fondés sur des mandats de négociation donnés parfois il y a de nombreuses années, qui ne prennent pas en considération certaines évolutions positives, nécessaires en termes de normes sociales et environnementales. C'est en fonction de cette démarche-là que j'ai inscrit la position de la Belgique. C'est dans cette démarche-là que j'ai soutenu, pour ce qui me concerne – à la différence de vous – le CETA et c'est dans cette démarche-là, de manière très conséquente et cohérente, que je veux défendre la situation des agriculteurs en défendant la réciprocité, en n'acceptant pas, par exemple dans le cas du Mercosur – un mandat de négociation qui remonte loin dans le passé – que les agriculteurs soient en quelque sorte une variable d'ajustement dans la négociation. C'est un premier point.

Je pointerai aussi un autre sujet extrêmement important qui a été mentionné – et que je n'ai pas mentionné dans mon exposé introductif –, à savoir la situation dans les Balkans occidentaux. J'étais il y a quelques jours, effectivement, dans les Balkans occidentaux pour rencontrer mes homologues serbes, albanais et je suis de ceux qui pensent que l'Europe doit être beaucoup plus engagée, beaucoup plus mobilisée pour contribuer à stabiliser cette région. Je pense que l'Europe sous-estime à quel point ce sujet est fondamental et je me pose une question: ne doit-on pas envisager la nomination d'un envoyé spécial de l'Union européenne avec une réelle capacité de médiation afin – comme on le fait, en quelque sorte, avec Michel Barnier dans le cas du Brexit –, d'avoir à temps plein, une personnalité avec l'autorité, le soutien et la légitimité nécessaires pour pouvoir contribuer réellement à stabiliser, à sécuriser la région. C'est dans cette hypothèse-là que nous pourrions effectivement exploiter les processus de relation entre l'Union européenne et cette région, pour tenter d'engranger des progrès en faveur de notre propre stabilité, de notre propre sécurité.

Plusieurs questions ont été également posées sur la convergence, sur la cohésion. Je tiens à confirmer effectivement que l'enjeu, c'est de développer une capacité de convergence économique et aussi sociale sur le plan européen, ce dont je me réjouis.

Ik verheug mij over de initiatieven van de Europese Commissie, de rol van Jean-Claude Juncker en van de eurocommissaris om naar een sokkel voor de sociale rechten te streven. Dat is een eerste belangrijke stap die een paar maanden geleden in Göteborg is gerealiseerd. Nu, het is de verantwoordelijkheid van de landen om, mét de steun van de Europese Commissie, hierin bijkomende vooruitgang te boeken, voor meer samenwerking te zorgen en meer resultaten en meer convergentie te verwezenlijken. Dat moet ook in mijn ogen een belangrijke doelstelling zijn.

Mevrouw Vautmans, natuurlijk ben ik het met u eens ten aanzien van een sterker Europees engagement. Ik ken ook uw sterk persoonlijk Europees engagement. U heeft een belangrijk punt gemaakt. Ik onderschat dat niet. We hebben in België initiatieven ondernomen voor niet-begeleide minderjarigen met steun van de deelstaten die op dit gebied bevoegd zijn. Maar ik ben echt bereid om mij daarvoor nog meer te engageren. Dat is inderdaad een belangrijke uitdaging voor de toekomst.

Des ponts ont été faits avec la coopération policière et sécuritaire. Je fais le lien également avec l'espace Schengen. Je tiens à l'espace Schengen. Je pense que c'est un enjeu extrêmement important et c'est parce que je tiens à l'espace Schengen que j'estime que nous devons être en mesure de garantir la sécurité pour garantir la libre circulation, de faire des progrès en termes de protection des frontières et de mettre en œuvre une politique ordonnée, comme je l'ai indiqué, en matière de migration.

Une remarque importante a été faite sur la société de la connaissance. Lisbonne. Je suis conséquent, j'ai été parmi les premiers qui ont plaidé pour l'Europe à plusieurs vitesses. Je pense effectivement que nous devons tout mobiliser pour faire en sorte de pouvoir avancer avec ceux qui le souhaitent, sans être bloqués par quelques-uns qui voudraient soit ne pas avancer, soit prendre plus de temps avant d'avancer. C'est le sens de mon raisonnement, que j'ai pu détailler, je l'espère, sur le papier en vitesse.

Enfin, Monsieur le Président, je vous remercie pour ce débat et pour cet échange qui traduisent la vitalité de ce que fait le modèle européen: l'état de droit, la démocratie, la confrontation pacifique des idées dans le respect mutuel. Comme disait Voltaire, je ne partage pas nécessairement votre conviction mais je me battrais pour que vous ayez la liberté de l'exprimer.

Je veux aussi saluer la presse qui suit nos travaux en ce jour important de la liberté de la presse. Même en Europe, garantir au quotidien la liberté de la presse est un défi qui doit tous nous mobiliser.

Tout à l'heure, je mentionnais les qualités de ceux qui ont été au cœur des avancées pour un projet européen concret, tangible, la paix, la prospérité, la stabilité, les libertés. Courage, optimisme et confiance, c'est sans doute là la recette pour avancer dans la bonne direction. En avant l'Europe!

Le Président. – Merci pour vos mots. Je partage ce que vous dites sur la presse. En tant qu'ancien journaliste, je soutiens et je défends la liberté de la presse. Aujourd'hui il y aura une cérémonie à la mémoire de Daphné Caruana Galizia, la journaliste maltaise tuée lors d'un attentat il y a quelques mois. Le Parlement soutiendra toujours la liberté de la presse.

Nous avons eu, Monsieur le Premier ministre, un débat, un vrai débat sur l'avenir de l'Europe, un débat animé bien sûr, mais un vrai débat. Voilà un message positif que nous envoyons à nos concitoyens, aux citoyens qui sont dans les tribunes et qui ont écouté ce débat. Comme je l'ai dit, plus de 40 députés ont pris la parole et posé des questions. Je pense que ce mode de fonctionnement est positif et aide beaucoup les relations entre le Parlement européen, la Commission, le Conseil et les gouvernements. Nous devons tous ensemble travailler pour défendre les droits de nos concitoyens. Un grand merci, Monsieur le Premier ministre, je vous salue et après on va aller de l'avant.

Madame Gomes votre question est en rapport avec ce que je viens de dire? Qu'y a-t-il? Dites-moi.

Ana Gomes (S&D). – Monsieur le Président, vous avez parlé de rendre un hommage à la mémoire de M^{me} Daphne Caruana Galizia, mais il faut aussi rappeler le journaliste slovaque, Ján Kuciak, et sa compagne qui ont été aussi assassinés pour des raisons similaires.

Je tiens à dire combien je suis préoccupée en ce moment par une lettre que nous avons reçue d'Europol, qui rend compte des limitations aux investigations et à toute collaboration avec les autorités pour ces investigations. C'est une affaire dont il faut qu'on s'occupe.

Le Président. – Bien sûr, Madame, mais j'ai dit qu'une cérémonie sera organisée aujourd'hui pour Daphne Caruana Galizia. En tant qu'ancien journaliste, je suis aussi très au fait de ce qui s'est passé. Pour Daphne mais aussi pour ce journaliste irlandais tué il y a quelques années, ceux tués en Slovaquie et tous les autres.

Un grand merci à vous tous, merci encore une fois au Premier ministre, merci à la Commission européenne et à tous les députés qui ont participé à ce débat, ainsi qu'à tous les citoyens qui sont ici à nous écouter. Merci. Nous sommes en train de travailler pour vous.

Déclarations écrites (article 162)

Krystyna Lybacka (S&D), na piśmie. – Zwracam uwagę Pana Premiera na znaczenie wysokiej jakości i włączającej edukacji w budowaniu przyszłości Europy, zarówno pod względem gospodarczym, jak i społecznym. W kontekście tworzenia europejskiego obszaru edukacji musimy wyznaczyć ambitne cele, których realizacja przyczyni się do rozwoju Europy opartej na wiedzy, zwiększenia konkurencyjności, spójności społecznej oraz możliwości kształcenia się przez całe życie.

Podkreślam także rolę mobilności edukacyjnej dla studentów, naukowców oraz kadry administracyjnej, jako kluczowej dla kształtowania nowych umiejętności i postaw, pogłębienia zrozumienia międzykulturowego oraz wzmocnienia jedności europejskiej. W tym kontekście istotne jest zarówno zagwarantowanie równych szans dla wszystkich w ramach nowego programu Erasmus+, jak również włączenie mobilności do programów edukacyjnych.

Kluczowe jest także większe wsparcie kadry nauczycielskiej, jako niezbędnego filaru dla sukcesu uczniów i studentów oraz rozwoju edukacji wysokiej jakości. Gorąco popieram i zachęcam do utworzenia europejskiej akademii nauczania i uczenia się w celu propagowania współpracy nauczycieli, poprawy jakości nauczania oraz wspierania rozwoju zawodowego nauczycieli.

Ivan Štefanec (PPE), písomne. – Charles Michel vyjadřil svoju predstavu silnej Európy, ktorá pôsobí najmä tam, kde môže pridať skutočnú hodnotu. Súhlasím s tým, že potrebujeme viac spolupráce, a to najmä v oblastiach, ktoré prinášajú konkrétny osôh našim občanom. Jedným z týchto oblastí je rozhodne aj spoločný digitálny trh, spomínaný pánom premiérom. Som toho názoru, že vytvorenie spoločného európskeho digitálneho trhu je jediná správna cesta, ako posunúť túto tému. Po odstránení roamingu je preto čo najskôr potrebné odstrániť geoblokovanie a zlepšiť podmienky nielen pre voľný pohyb informácií, ale aj pre elektronické obchodovanie. Som nesmierne rád, že pán premiér vo svojom prejave zdôraznil aj nevyhnutnosť zachovania európskych hodnôt. Nové technológie prinášajú mnohé výhody do našich každodenných životov, avšak šírenie radikálnych myšlienok za pomoci sociálnych médií ohrozuje demokraciu. Musíme preto mať na pamäti, že budúcnosť Európy bude aj o ochrane našich základných hodnôt.

(La séance est suspendue à 11h35)

PRÉSIDENTE: SYLVIE GUILLAUME

Vice-présidente

4. Wznowienie posiedzenia

(La séance est reprise à 11 h 36)

Maria Grapini (S&D). – Doamna președintă, conform Regulamentului aș vrea să vă informez că, la dezbateră cu primul-ministru al Belgiei, un coleg s-a adresat primului-ministru cu următoarea expresie: „Sunteți fetița din clasă care ridică mâna și nu face niciodată istorie”. Consider că este o discriminare, fetițele fac istorie, femeile fac istorie și nu este normal să faci discriminare în cadrul Parlamentului European.

La Présidente. – Le terme lui-même est assez inadapté indépendamment du sexe de la personne, Madame.

5. Powitanie

6. Stanowisko Rady w pierwszym czytaniu : Patrz protokól

7. Głosowanie

La Présidente. – L'ordre du jour appelle l'Heure des votes.

(Pour les résultats des votes et autres détails les concernant: voir procès-verbal)

- 7.1. Protokół do Umowy o partnerstwie i współpracy między UE a Uzbekistanem (przystąpienie Chorwacji) (A8-0104/2018 - Jozo Radoš) (głosowanie)
- 7.2. Umowa ramowa między UE a Koreą (przystąpienie Chorwacji) (A8-0120/2018 - Tokia Saïfi) (głosowanie)
- 7.3. Poddanie nowej substancji psychoaktywnej ADB-CHMINACA środkiem kontroli (A8-0133/2018 - Maite Pagazaurtundúa Ruiz) (głosowanie)
- 7.4. Poddanie nowej substancji psychoaktywnej CUMYL-4CN-BINACA środkiem kontroli (A8-0134/2018 - Maite Pagazaurtundúa Ruiz) (głosowanie)
- 7.5. Uruchomienie Europejskiego Funduszu Dostosowania do Globalizacji: wniosek EGF/2017/010 BE/Caterpillar (A8-0148/2018 - Eider Gardiazabal Rubial) (głosowanie)
- 7.6. Sprawozdanie roczne za rok 2016 dotyczące ochrony interesów finansowych UE – zwalczanie nadużyć finansowych (A8-0135/2018 - Gilles Pargneaux) (głosowanie)
- 7.7. Sprzeciw na podstawie art. 106 Regulaminu: genetycznie zmodyfikowany burak cukrowy H7-1 (B8-0220/2018) (głosowanie)
- 7.8. Mianowanie członka komisji selekcyjnej ds. Prokuratury Europejskiej (B8-0219/2018) (głosowanie)
- 7.9. Sprawozdanie roczne z kontroli działalności finansowej EBI za rok 2016 (A8-0139/2018 - Marco Valli) (głosowanie)
- 7.10. Wybory prezydenckie w Wenezueli (B8-0225/2018) (głosowanie)
- 7.11. Polityka spójności i cel tematyczny „promowanie zrównoważonego transportu i usuwanie niedoborów przepustowości w działaniu najważniejszych infrastruktur sieciowych” (A8-0136/2018 - Andrey Novakov) (głosowanie)
- 7.12. Ochrona migrujących dzieci (B8-0218/2018) (głosowanie)
- 7.13. Zaprzestanie testowania kosmetyków na zwierzętach na całym świecie (B8-0217/2018) (głosowanie)

7.14. Obecna sytuacja i perspektywy na przyszłość dla unijnych sektorów hodowli owiec i kóz (A8-0064/2018 - Esther Herranz García) (głosowanie)

7.15. Pluralizm mediów i wolność mediów w Unii Europejskiej (A8-0144/2018 - Barbara Spinelli) (głosowanie)

La Présidente. – Ceci clôt l'Heure des votes.

8. Wyjaśnienia dotyczące sposobu głosowania

8.1. Sprawozdanie roczne za rok 2016 dotyczące ochrony interesów finansowych UE – zwalczanie nadużyć finansowych (A8-0135/2018 - Gilles Pargneaux)

Explications de vote orales

Krisztina Morvai (NI). – Elnök Asszony, hát ez az Európai Unió pénzügyi eszközeinek sérelmére elkövetett csalásokról szóló jelentés elég kemény számokat mutat. Tehát körülbelül évi húszezer olyan szabálytalanság van, ami az OLAF hatáskörébe tartozik. Óriási összegekről van szó, és ugye magyarként, aki itt már megszokta azt, hogy állandó védekező pozícióban kell lennie, automatikusan az jutott eszembe, hogy ha itt ilyen óriási számok vannak, és egyértelműen leírja a jelentés, hogy minden ország érintett, akkor miért pont Magyarországgal foglalkoznak állandóan ezzel a kérdéskörrel, korrupcióval, satöbbivel kapcsolatban is. Aztán viszont az is eszembe jutott, hogy de jó lenne, hogy ha nem kellene állandóan védekeznünk, hanem valóban elkezdhetnénk foglalkozni a saját ügyeinkkel, és korrigálni azokat a hibákat, amik kétségtelenül vannak az én hazámban, például az európai uniós eszközök felhasználásával. Itt lenne az ideje, hogy ennek a háborúskodásnak vége legyen, és végre tudjunk valóban ilyen dolgokkal foglalkozni.

Monica Macovei (ECR). – Doamna președintă, cum se pierd sau se fură banii cetățenilor europeni? În 2015, pierderile cauzate de diferența între veniturile teoretice și cele reale din încasările TVA, plus fraudă TVA, în Uniune au fost de circa 160 de miliarde de euro. La Fondul de coeziune numai, care este foarte important pentru dezvoltarea tuturor statelor membre și a regiunilor, fraudele raportate au crescut la 480 de milioane de euro în 2016. Trebuie să știm în ce buzunare au ajuns acești bani, care trebuiau să echilibreze dezvoltarea statelor membre.

Frauda și corupția nu se combat cu lozinci sau cu speech-uri, ci cu măsuri țintite și cooperare transfrontalieră.

Cer:

- 1) înființarea rapidă a procurorului european;
- 2) verificarea încrucișată a înregistrărilor contabile între statele membre;
- 3) publicarea unui raport anual de către Comisie privind folosirea fondurilor Uniunii și transferurile de bani ale BEI și BERD către paradisuri fiscale.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Poprawiamy ochronę interesów finansowych Unii Europejskiej i to jest bez wątpienia najcenniejsza uwaga w tej materii. Natomiast, niestety, czynimy to po pierwsze, bardzo wolno i po drugie, niestety niekonsekwentnie. Nie dowierzam tym danym, które są prezentowane w samym sprawozdaniu. Wydaje mi się, że są niedoszacowane, ale bez żadnych wątpliwości musimy zadbać o to, aby i Parlament Europejski, i instytucje europejskie sprawniej i szybciej reagowały na rozmaite nieprawidłowości. Wymienialiśmy je wczoraj: wymienialiśmy handel tytoniem, wymienialiśmy podróbki z Chin, wymienialiśmy także niewłaściwie opodatkowany rynek cyfrowy, jak i błędy w realizacji programów, które były na tej sali wymieniane wielokrotnie: wspólna polityka rolna, polityka spójności. Musimy – jeszcze raz podkreślę – być sprawniejsi, bardziej konsekwentni i szybciej reagujący.

Ангел Джамбазки (ECR). – Уважаема г-жо Председател, уважаеми колеги, подкрепих годишния доклад за 2016 година относно защитата на финансовите интереси на Европейския съюз, защото смятам, че са описани всички важни аспекти, подчертани са проблемите с поисканата допълнителна отчетност. В доклада на г-н Бернио е посочено, че е нужно изграждането на Европейска прокуратура, която да има собствен ресурс да разкрива злоупотреби и измами. Самият доклад насърчава по-бързо и ефективно съставяне на тази Прокуратура.

Специално внимание обръщам и на Директивата за защита на финансовите интереси, която въвежда минимални права по отношение на определенията за престъпления и санкции в областта на измамите, засягащи финансовите интереси на Съюза, които обхващат трансграничните измами с ДДС. В Директивата е дадено определение за корупция и са определени видовете измамническо поведение, които следва да бъдат криминализирани. Това е първа стъпка към хармонизиране на европейското наказателно право.

Докладът призовава Комисията да публикува годишно обществен достъпен доклад относно използването на средствата на Европейския съюз, както и относно паричните преводи на Европейската инвестиционна банка, Европейската банка за възстановяване и развитие към офшорни структури. Вярвам, че тези стъпки ще допринесат за по-ефективна защита на финансовите интереси на Съюза.

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, já jsem podpořil tuto zprávu, myslím si, že je dobře, když na plénu zde debatujeme o tom, jak jsou chráněny finanční zájmy Evropské unie, ale jsem přesvědčen, že základní rozhodnutí pro postih protiprávní a zvláště trestné činnosti při hájení finančních zájmů Evropské unie bude vždycky na členských státech, na orgánech činných v trestním řízení v jednotlivých členských státech. My bychom měli dbát na to, aby jednotlivé členské státy nepodceňovaly tuto formu trestné činnosti, a měli bychom dbát na to, aby jednotlivé orgány činné v trestním řízení v jednotlivých členských státech spolu spolupracovaly a vyměňovaly si informace.

To si myslím, že je základem pro budoucnost, abychom zabránili rozkrádání evropských peněz. Nejsem tak přesvědčen, na rozdíl od jiných kolegů, že zřízení nového Úřadu evropského veřejného žalobce, který bude zřízen pouze některými státy Evropské unie, tento problém výrazně vyřeší. Ale teprve historie ukáže, zda tedy optimisté mají pravdu a tento úřad pomůže. Já jsem k tomu skeptický.

Nicola Caputo (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, è certamente un risultato positivo che le irregolarità fraudolente e non fraudolente segnalate nel 2016 siano diminuite del 15 %. Tuttavia il persistente divario tra gli Stati membri in materia di segnalazioni effettuate porta a un'errata percezione dell'efficacia dei controlli. È in questo campo che la Commissione deve adoperarsi maggiormente per sostenere il livello e la qualità dei controlli e la condivisione delle migliori pratiche nella lotta alle frodi.

Abbiamo bisogno di un sistema uniforme di raccolta di dati comparabili al fine di uniformare il processo di segnalazione e di garantire la qualità e la comparabilità dei dati forniti, ma abbiamo anche bisogno di una cooperazione più efficace tra gli Stati membri, la Procura europea, l'OLAF ed Eurojust. Ad oggi, infatti, non tutti gli Stati membri hanno adottato strategie nazionali antifrode e il 50 % dei casi segnalati dall'OLAF vengono archiviati dalle autorità nazionali anche a causa di una mancata armonizzazione delle condizioni per l'ammissibilità delle prove fornite dall'OLAF.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, this Annual Report is important to assess the level of fraud or attempted fraud that occurs in the EU over the year. I welcome it and I voted for it. The results of this Annual Report are very promising. It outlines that there was a 15% decrease in fraudulent and non-fraudulent irregularities in the EU in 2016, compared to 2015. This decrease clearly illustrates that the implementations that have been introduced are effective and they are helping to combat fraud across the EU. We welcome that. This report also includes suggestions for the protection of whistle-blowers in the EU, in ensuring they are afforded the best treatment while investigating their complaints. The Report also suggests methods that may be introduced to combat further fraud in the future. This is imperative for Ireland, and for the EU as a whole, to ensure that the euro currency and the economy are not taken advantage of through fraudulent means. We always have to be vigilant. Fraudsters are never going to go away.

Daniel Hannan (ECR). – Madam President, why do we have all of this fraud in the EU institutions that we have just been hearing about? Is it that Brussels attracts particularly bad people? I do not think so. I mean, it attracts some bad people. Man is fallen and in every institution you will attract some people who give in to temptation, but the real problem is that there is no link between taxation, representation and expenditure. European institutions expect the bouquets when they write cheques but not the brickbats when they raise the taxes, because taxation is carried out by somebody else. That is a formula where, even with the best will in the world, you are bound to encourage a certain negligence or, as we have seen in some of the cases cited in this report, outright corruption. The solution, of course, would be to take the financial decisions more closely to the people that they affect, to devolve fiscal autonomy from an

EU to a national or subnational level but, as we all know in this House, that 'ain't gonna happen'.

8.2. Sprawozdanie roczne z kontroli działalności finansowej EBI za rok 2016 (A8-0139/2018 - Marco Valli)

Explications de vote orales

Stefano Maullu (PPE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, questa relazione dà un quadro da un lato significativamente confortante, dall'altro assolutamente inadeguato. Un terzo degli italiani ha il frigorifero vuoto, un terzo degli italiani è in condizioni di grande difficoltà e questa Unione europea, che mette a disposizione uno strumento finanziario importante come la Banca europea degli investimenti, ha il dovere di investire nel nostro paese in maniera più importante e rilevante. Non basta il montante complessivo, che nella relazione viene spiegato dettagliatamente; sono troppo pochi gli investimenti in infrastrutture, sono troppo pochi gli investimenti che generano condizioni anticicliche, che permettono quindi di creare posti di lavoro duraturi.

Credo che sia questa una delle funzioni e degli obiettivi che ha la Banca europea degli investimenti. Sono obiettivi che molto spesso non vengono raggiunti e che molto spesso, invece, devono essere giustificati con precisione, soprattutto qui, al Parlamento europeo, dove rappresentiamo decine e decine di milioni di abitanti che chiedono esattamente questo: puntualità e trasparenza.

Rosa D'Amato, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la relazione sulle attività finanziarie della BEI sottolinea alcuni aspetti davvero rilevanti, come ad esempio la necessità di promuovere attività finanziariamente sostenibili o il monitoraggio del valore aggiunto, dell'addizionalità e del reale effetto leva ottenuto con i finanziamenti della BEI.

C'è poi un richiamo alla valutazione e alla trasparenza circa determinati strumenti finanziari a elevato rischio, per evitare che l'onere possa essere scaricato sulle piccole e medie imprese e sui cittadini. In effetti, vado segnalando da tempo il pericolo che l'ingegneria finanziaria possa creare nuove bolle speculative, il cui scoppio manderebbe in frantumi l'ossatura europea data dalle micro, piccole e medie imprese, creando un contraccolpo che si abbatterebbe sui cittadini in maniera dirimpente.

Inoltre, alla dura analisi critica espressa nella relazione Valli, aggiungo la mia ferma condanna al finanziamento concesso dalla BEI a progetti a sostegno del fossile, oppure a obsolete acciaierie o a mega infrastrutture inutili e dannose. Nel caso specifico del TAP, la BEI si è ostinata a volerlo finanziare nascondendosi dietro il paravento dell'approvvigionamento di gas – che non è certo una fonte rinnovabile – senza tenere debitamente conto delle esternalità sociali, economiche e ambientali e infischiosene dei potenziali rischi per la popolazione locale.

Trattandosi in buona sostanza di denaro pubblico, la BEI dovrebbe invece indirizzare il proprio sostegno per contribuire in maniera più mirata alla realizzazione di progetti con un reale valore aggiunto per i territori, per l'ambiente e per la sostenibilità, oltre che alla creazione di posti di lavoro di qualità. In generale esprimo quindi il mio apprezzamento per la relazione e il conseguente voto a favore.

Monica Macovei (ECR). – Doamna președintă, în România, țara mea, Banca Europeană de Investiții a finanțat peste 126 de proiecte până în 2017 și a investit peste 13 miliarde de euro. România se află pe locul cinci în Uniune la finanțare din banii BEI. Între proiectele finanțate sunt modernizarea și extinderea rețelei medicale Regina Maria și, de asemenea, finanțarea coridorului european pentru energie.

Nu avem însă o imagine clară a plusvalorii, a efectului folositor al acestor finanțări. Pentru că încă nu s-a făcut nicio analiză și, în plus, operațiunile Băncii și cele ale autorităților române trebuie să fie foarte transparente pentru un control public real. În acest moment nu sunt foarte transparente și, de aceea, cer transparență, ca să le putem controla. Transparență înseamnă control, răspundere și așa mai departe.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Komisja Budżetowa zwracała uwagę na braki jakościowe w tym dokumencie, komisja CONT na brak równowagi geograficznej, ale to niejedyne uwagi pod adresem tego sprawozdania. Warto zwrócić uwagę, że kwota, która została wydatkowana w 2016 r., jest niższa od tej, która została wydatkowana w 2015 r., a brak równowagi geograficznej jest właściwie stałym elementem polityki inwestowania.

Zwróć uwagę na dwie rzeczy, które są bardzo istotne: otóż mamy *de facto* tylko cztery dziedziny finansowane właśnie z tych środków – przypomnę jest to kwota około 80 mld –i to jest środowisko, małe podmioty gospodarcze, innowacje i infrastruktura. Brakuje przede wszystkim podmiotów z sektorów kreatywnych, na co zwracam uwagę w samym sprawozdaniu, jak również, przede wszystkim, środków inwestowanych w miękkie projekty, które podnosiłyby jakość tego wszystkiego, co jest związane z przemysłami kreatywnymi. Zwracam na to uwagę dzisiaj po raz drugi.

Nότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, όπως ανέφερα και στη χθεσινή μου ομιλία, παρότι η Τουρκία συνεχίζει την επιθετική της πολιτική απέναντι στην Ελλάδα, παρότι η Τουρκία παραβιάζει τα χωρικά ύδατα της πατρίδας μου, παρότι η Τουρκία διατηρεί το *casus belli* κατά της Ελλάδας, εντούτοις η Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων συνεχίζει να δίνει χαμηλότοκα δάνεια στην Τουρκία και με τον τρόπο αυτό χρηματοδοτεί μικρομεσαίες επιχειρήσεις, μεταφορές, τον αγροτικό τομέα, έργα στο περιβάλλον. Για το 2014 έχουν δοθεί 2,1 δισεκατομμύρια ευρώ ως χαμηλότοκα δάνεια, για το 2016 η Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων έδωσε 2,3 δισεκατομμύρια δολάρια χαμηλότοκα δάνεια στην Τουρκία. Αυτή η κατάσταση πρέπει να σταματήσει. Δεν είναι δυνατόν να γίνεται χρηματοδότηση της τουρκικής οικονομίας, τη στιγμή που η Τουρκία ασκεί επιθετική πολιτική κατά της Ελλάδας, τη στιγμή που κρατά στη φυλακή τους δύο Έλληνες στρατιωτικούς. Πρέπει να σταματήσει η χρηματοδότηση της Τουρκίας από την Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων.

Seán Kelly (PPE). – A Uachtarán, fáilím roimh an tuairisc seo agus is dóigh liom gur maith an rud é go mbeadh Feisirí ar an eolas faoi chaiteachas agus imeachtaí Bhanc Infheistíochta na hEorpa, agus tríd an tuairisc seo agus tríd an díospóireacht a bhí againn aréir – agus bhí áthas orm páirt a ghlacadh ann – tagaimid ar an eolas sin.

Freisin, tá ainm in airde ag EIB anois, go háirithe de bharr na dea-oibre atá á déanamh ag EIB maidir le hESI. Reáchtáil mise ceithre nó cúig chruinniú phoiblí i mo cheantar féin. Tháinig Cormac Murphy ó Éirinn agus ó EIB in Éirinn chuig na cruinnithe sin, agus bhí daoine an-sásta leis sin, chomh sásta sin go bhfuilim ag fáil cuireadh gach uile lá ó chathra-cha agus ó bhailte eile chun cruinniú mar sin, maidir leis an EIB, a reáchtáil chomh maith.

Dá bhrí sin, tá jab an-mhaith á dhéanamh acu agus caithfidim a bheith bródúil astu.

8.3. Wybory prezydenckie w Wenezueli (B8-0225/2018)

Explications de vote orales

Andrejs Mamikins (S&D). – Madam President, as we know, the early presidential election in Venezuela called by the internationally non-recognised National Constituent Assembly and endorsed by the National Electoral Council are now to be held on 20 May this year. In order to make the election process clear and have a successful result, it is necessary to find a compromise and reach an agreement between the two competing sides, because only their cooperation would enable a synergy to be reached and stabilise the country.

As a Member of the European Parliament, I would also like to stress that only an objective assessment and an adequate and impartial view on the situation can solve the current problem, which has appeared in this state. We should not rely on our personal fellow feelings and give an advantage or preference to one side or another. We – I mean Europe – should be an example of independent representation, making objectivity the main criteria for our assessment concerning this country.

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, my zde opakovaně na plénu hovoříme o vážné situaci ve Venezuele, debatovali jsme zde naposledy o obrovských sociálních a ekonomických problémech venezuelského lidu, kdy socialistický diktátor Maduro způsobil, že kdysi bohatá země dneska trpí situací, kdy lidé nemají léky, nemají základní životní potřeby. Současně v této zemi probíhá obrovská ústavní krize, nedemokratické procesy a bohužel dneska jsme hlasovali o situaci, která se má stát 20. května, kdy mají proběhnout předčasné prezidentské volby ve Venezuele a teď již je zřejmé, že ty volby nebudou svobodné, nebudou demokratické, že se nebudou moci zapojit opoziční kandidáti.

Je tedy dobře, že Evropský parlament i svým hlasováním dneska jasně řekl, že takovéto volby neuznáváme a vyzýváme venezuelské orgány, aby volební proces odložily a uvedly ho do souladu s principy demokratického právního státu.

8.4. Polityka spójności i cel tematyczny „promowanie zrównoważonego transportu i usuwanie niedoborów przepustowości w działaniu najważniejszych infrastruktur sieciowych” (A8-0136/2018 - Andrey Novakov)

Explications de vote orales

Rosa D'Amato, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la relazione del collega Novakov appare, a nostro avviso, troppo poco ambiziosa sul tema della reale sostenibilità ambientale delle alternative al fossile. Avremmo gradito infatti almeno una menzione del fatto che attualmente i trasporti sono responsabili del 32 % del consumo totale di energia dell'Unione europea e che le emissioni del settore dei trasporti sono responsabili del 27 % di tutte le emissioni di gas a effetto serra nell'Unione, costituendo dunque un grave problema ambientale in termini di inquinamento atmosferico.

Nel resto della relazione, troviamo diversi riferimenti non condivisibili al FEIS, in particolare laddove lo si definisce uno strumento che potrebbe servire come piattaforma per sviluppare partenariati pubblico-privati in tema di trasporti.

Accogliamo invece con favore in particolare il paragrafo 15 proveniente, tra l'altro, da un nostro emendamento, dove si chiede alla Commissione, nel quadro del nuovo regolamento per la politica di coesione dopo il 2020, di proporre più fondi per le città, affinché possano presentare offerte congiunte relative a infrastrutture o tecnologie che concorrerebbero alla decarbonizzazione del trasporto urbano e alla riduzione dell'inquinamento atmosferico derivante da veicoli stradali. Deve farsi strada, sia nella politica sia nella società civile, la fondamentale presa di coscienza che senza un contributo significativo del settore dei trasporti non sarà possibile conseguire l'obiettivo dell'Unione europea di una quota minima di rinnovabili e gli obiettivi di riduzione delle emissioni di gas a effetto serra.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL). – Señora presidenta, el corredor mediterráneo es un eje de comunicación trans-europeo que, a través de una doble red de ferrocarril de mercancías y pasajeros con ancho internacional, ha de vertebrar todo el arco mediterráneo, conectando ciudades como Valencia y Murcia con el resto de Europa.

Murcia representaba un punto negro en el trazado de dicho corredor, pues no cumplía ninguno de los estándares de explotación ferroviaria europeos. Para solucionarlo, en el año 2014 se le concedieron fondos europeos por un importe de casi un millón de euros, es decir, obtuvo el dinero para eliminar el cuello de botella del trazado de su corredor en su paso por Murcia. En este momento podemos decir que no solo no se ha eliminado este punto negro, sino que, además, con el actual proyecto se está generando un embudo de proporciones descomunales. Una única vía de ancho mixto que será compartida por pasajeros y mercancías y que partirá, además, en dos la ciudad de Murcia.

Si no hemos eliminado el cuello de botella, ¿dónde ha ido a parar ese dinero?

Seguramente, el honorable vicepresidente de esta casa, Ramón Luis Valcárcel, pueda ayudarnos a esclarecer dónde acabaron estos fondos, porque era el máximo responsable político de la región de Murcia desde el año 1995 hasta el 2014.

Ангел Джамбазки (ECR). – Уважаема г-жо Председател, уважаеми колеги, подкрепих доклада на колегата Новаков, тъй като политиката на сближаване на Европейския съюз е най-видимият за гражданите инструмент за европейската добавена стойност.

Инвестициите чрез бюджета на Европейския съюз не само изпълняват дългосрочните цели, но оказват въздействие върху местните общности и предприятия. Инвестициите в транспортната инфраструктура по тематична цел „Насърчаване на устойчивият транспорт и премахване на участъците с недостатъчен капацитет във всички ключови мрежови инфраструктури“ са сред най-осезаемите постижения на политиката на сближаване, тъй като допринасят за премахване на различията в рамките на Европейския съюз, както и за конкурентоспособността и засилване на икономическата сила на всички страни членки. А това е особено важно на Балканите, където липсва свързаност, и където между държавите и столиците на държавите членове се пътува толкова часове, колкото са необходими да се стигне от София до Брюксел.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, όπως δήλωσα στη χθεσινή μου ομιλία, η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει να ενισχύσει την προσπάθεια της Ελλάδας για τη θεσμοθέτηση του μεταφορικού ισοδύναμου, και μάλιστα ζήτησα από την κυρία Crețu να υπάρξει χρηματοδότηση από το Ευρωπαϊκό Ταμείο Περιφερειακής Ανάπτυξης. Στην απάντησή της η κυρία Crețu πέταξε το μπαλάκι στην ελληνική κυβέρνηση και είπε ότι η ελληνική κυβέρνηση οφείλει να διαμορφώσει αυτό το μέτρο, διότι ανήκει στην αποκλειστική αρμοδιότητα της Ελλάδας. Επομένως η κυβέρνηση Τσίπρα οφείλει να σηκώσει τα μανίκια και να θεσμοθετήσει επιτέλους το μεταφορικό ισοδύναμο για τα νησιά του Αιγαίου, προκειμένου να ανακουφιστούν όλα τα νησιά, και ειδικότερα τα νησιά του Αιγαίου, καθώς δέχονται τεράστιες μεταναστευτικές ροές. Είναι λοιπόν αρμοδιότητα της ελληνικής πλευράς και οφείλει εδώ και τώρα να θεσμοθετήσει το μεταφορικό ισοδύναμο.

Morten Messerschmidt (ECR). – Fru. Formand! Vi stemte imod denne betænkning, fordi samhörighedspolitik, der jo lyder meget godt – som noget, der kan forene os allesammen – i virkeligheden snarere synes at være et ord eller et begreb end det i virkeligheden dækker over realiteterne. Når vi ser på de katastrofale infrastrukturprojekter, som man har gennemført i især sydeuropæiske lande, hvor den ene spøgelseslufthavn står tom efter den anden, hvor der letter måske 20 eller 30 fly om året, eller de kilometer af motorveje, som EU har finansieret, hvor der ikke kører nogen biler, eller havne, hvor der ikke lægger nogen færger til, cykelstier, hvor der ikke kører nogen cykler osv. osv., ja så er det meget, meget svært at få øje på, om samhörighedspolitikken i virkeligheden handler om at få kontinentet til at fungere, eller om det reelt mere er et spørgsmål om at bruge nogle fine ord, der kommer til at se ud som roserne som dækker over tidslernerne. Vi er dybt skeptiske over for hele denne del af EU's budget, og derfor stemmer vi nej.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já považuji téma udržitelnosti dopravy za mimořádně závažné, skutečně závažné pro rozvoj našich měst a obcí, a je to klíčové téma právě pro kohezní politiku. Ano, jsou příklady, jak hovořil můj předřečník, kde se ty jednotlivé projekty nepovedly, ale máme stovky, ba tisíce příkladů, kde evropské peníze pomohly evropské mobilitě a propojení měst a obcí.

Zde mluvíme o preferenci veřejné dopravy a já se připojuji k těm, kteří podpořili tuto zprávu právě z tohoto důvodu. Nejde pouze o to, aby klesaly exhalace a emise právě pocházející z veřejné dopravy, ale jde i o to, aby byla naplněna skutečná preference veřejné dopravy, to se týká i například zkracování přístupných vzdáleností, to jsou tak zvané modální uzly dopravy, telematika.

A v České republice, ale i v jiných státech se k tomu připojuje i problematika suburbanizovaných území, to znamená těch, které jsou v aglomeračních prstencích, a kde doprava je skutečně velmi zásadní pro místní obyvatele a pro její dopady na zdravý životní styl.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, regarding bottlenecks: tell me and my constituents in Ireland South all about them – we have no shortage of them. For instance, in my own county of Kerry, if we are travelling to the big cities on either side of us – Limerick and Cork – we have bottlenecks in Ballyvourney, Macroom, Abbeyfeale, Newcastle West and Adare. This is a huge inconvenience to natives, but also to tourists, and of course is detrimental to quality of life and leads to increased emissions, which is not good. But, thankfully, help is at hand, because there are genuine plans to eliminate those bottlenecks. I think the Cohesion funding and Structural Funds are playing a big part in that, and indeed have played a big part in improving the road network in Ireland and across the European Union, and that should be recognised.

I think it is good that we hone in now on these bottlenecks right across the European Union and eliminate them for the sake of the quality of life of all people and in our fight against climate change by reducing unnecessary emissions.

8.5. Ochrana migrujúcych detí (B8-0218/2018)

Explications de vote orales

Krisztina Morvai (NI). – Elnök Asszony, nagyon érdekes kérdés, hogy a nyugati emberek tulajdonképpen miért hagyják magukat terrorizálni ezzel az egész tömeges migráció dologgal az Európai Unió részéről, mikor egyértelmű, hogy túlnyomó többségük nem akar migrációt. Az egyik magyarázat erre, az az érzelmi zsarolás, amiben részük van. Ha nem akarsz migrációt, akkor te embertelen vagy, antihumánus és a többi. Különösen erőteljes terepe ennek az összefüggésnek a migráns gyermekek kérdése. Ugye itt van ez a fogalom, hogy kísértő nélküli gyermekek érkeznek Európába a szegénységből, nyomorból, húszezren évente. De tegyünk föl néhány kérdést! Ilyen babaarcú hatéveseket kell elképzelni, mikor ezekről a gyerekekről beszélünk? Nem, többnyire 16-17-18 éveseket. Kettő: miért kifogásolja ez a jelentés, illetve ez az írásbeli dokumentum azt, hogy meg kellene tudni pontosan a korukat ezekkel a gyerekekkel. Hogy véletlenül nem 20-25 évesek-e. Itt van a családdegyesítés kérdése, amit kötelezővé akarnak tenni. Mindig mögé kell nézni a dolgoknak.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, já bych chtěla vysvětlit, proč jsem se nakonec zdržela v konečném hlasování o této zprávě, která se věnuje dětem v migrační krizi. Děti jsou nejzranitelnější skupinou a musíme jim věnovat pozornost a ochranu. Proto, aby mohly být chráněny, potřebují být evidovány, registrovány a potřebujeme jejich biometrické údaje. Bohužel, při hlasování byly přijaty pozměňovací návrhy, které relativizují celé usnesení, a to je, myslím, chyba. Je ve prospěch dětí, aby měly své doklady, aby byly chráněny, musí být registrovány, abychom věděli o místu jejich pohybu. Je to v jejich prospěch.

Jinak si velmi vážím iniciativy lorda Dubse ve Velké Británii, aby Británie přijala 380 uprchlických dětí. Myslím, že je to dobrý vzor pro ostatní země.

Morten Messerschmidt (ECR). – Fru. Formand! Jeg tror, vi allesammen har været bevæget og grebet af de billeder, vi har kunne se på tv-skærmene, af druknende børn og selvfølgelig også voksne i Middelhavet. Det er mig derfor fuldstændigt ubegribeligt, hvordan der stadig kan være medlemmer af dette parlament, som ikke kan indse, at det kun kan stoppes ved, at vi lukker og konsekvent bevogter den europæiske grænse. I stedet for at hjælpe folk her til vores del af verden og dermed animere menneskesmuglere og incitere folk til at bruge menneskesmuglere, så skal vi hjælpe folk i de nordafrikanske lande. Hvis EU vitterligt skal bidrage med noget til at hjælpe folk på flugt, ja så bør det være ved at sikre, at man uden at krydse Middelhavet, uden at bruge hele formuen på menneskesmuglere, kan blive hjulpet, ved at lave lejre og byer og civiliserede gode regioner i måske Nordafrika, hvor folk kan leve, indtil de kan vende tilbage til deres egne lande. Det er vejen over Middelhavet, som slår folk ihjel. Så længe det er muligt at komme ind i Europa af den vej, så har parlamentet her et ansvar for, hvad der sker.

Anna Záborská (PPE). – Vážená pani predsedajúca, budúce generácie nás budú súdiť za to, ako sme sa správali k tým najzraniteľnejším. Európska únia preto musí na svojom území chrániť každé dieťa vrátane migrantov a utečencov.

Napriek tomu som toto uznesenie nemohla podporiť, pretože odkazuje na text, ktorý sme v tomto pléne prijali v súvislosti s návrhom o uzavretí Istanbulskeho dohovoru. Toto uznesenie považujem za kontroverzné nielen kvôli jeho obsahu, ale aj kvôli tomu, že prekračuje rámec právomocí Európskej únie aj tohto Parlamentu.

Násilie páchané na deťoch musí skončiť. Istanbulský dohovor však nie je jediným ani najlepším nástrojom na dosiahnutie tohto cieľa.

8.6. Zaprzestanie testowania kosmetyków na zwierzętach na całym świecie (B8-0217/2018)

Explications de vote orales

Petras Auštrevičius (ALDE). – Madam President, calling on a global ban on animal testing for the cosmetics industry by 2023 is a very important step in the ongoing battle which aims to put an end to cruel practices against animals. It is regrettable that around 80% of the world's countries still allow, and use, testing on animals and sell products which have been tested on them.

I firmly support the European Union's commitment to lead by example through the landmark EU ban on animal testing which was implemented in 2013, and its call for similar legislation worldwide. On this occasion I salute my colleagues, who have been campaigning for this issue for many, many decades. This is an excellent example of a successful policy by European politicians. The EU ban has proved to be extremely successful. We have developed alternative testing methods for cosmetics and still remain the leader in cosmetics exports. Therefore, I am convinced that other countries can benefit from that too. Let's end cruelty against animals together.

Branislav Škripek (ECR). – Vážená pani predsedajúca, je dobré, že Európska únia sa stavia do pozície lídra v oblasti ochrany zvierat a zákazu testovania kozmetických výrobkov na nich. Žijeme vo svete, kde takmer 80 % krajín ešte stále povoľuje testovanie na zvieratách a následný predaj týchto kozmetických výrobkov. Je potrebné, aby sme tlačili na vývoj alternatívnych metód, či už skrze podpory výskumu, ale aj zákazu dovozu produktov z tretích krajín, ktoré nespĺňajú pravidlá Únie.

Je zaujímavé sa pozrieť do katechizmu katolíckej cirkvi, kde je napísané, že Boh oprávnil človeka používať zvieratá na pokrm, ošatenie a poľnohospodárske účely. Avšak toto právo nie je absolútne a človek má povinnosť k nim byť aj láskavý. Je nemorálne, aby sme zvieratám spôsobovali akékoľvek neopodstatnené utrpenie a správali sa k nim ako k veciam. Aj ony sú božimi stvoreniami, ale veci majú svoje hranice.

Момчил Неков (S&D). – Уважаема г-жо Председател, ефективната забрана за използване на животни при тестове в козметичната индустрия и предлагането на такива продукти е факт в Европа от 2013 година, но за съжаление близо 80% от другите страни нямат подобно законодателство.

Пласирането на подобни продукти трябва да бъде стриктно спазвано, за да няма ситуация на единния пазар, в която за европейските производители да има по-трудни условия за производство или реализация на продуктите.

Наскоро излязлата в медийното пространство информация за нехуманно отношение към животни по време на транспортиране от Австралия е само един малък пример за това как в глобалната търговия липсват правила, които да поставят на еднаква основа европейските производители с тези от трети страни. Европейската комисия трябва много внимателно да разгледа всички подобни лоши практики и да изисква също толкова високи стандарти от производителите от третите страни, както изисква от европейските.

Stefano Maullu (PPE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, credo che la sperimentazione sugli animali sia un atto di vera e propria crudeltà inaccettabile, e continua a essere tale nell'80 % del resto del mondo. Non nell'Unione europea, dove abbiamo, in maniera lungimirante, anticipato questo genere di programma.

Credo però, da questo punto di vista, che occorra lavorare molto per difendere chi ormai fa parte della nostra famiglia, quindi animali di compagnia, cavia, tutti coloro che, in maniera molto crudele e brutale, possono essere soggetti a questo genere di sperimentazione inutile – come ben segnala la Food and Drug Administration – nel 92 % dei casi: inutile per testare dei cosmetici, inutile per permettere alle nostre aziende particolarmente avanzate di essere competitive in questo mondo globale. Ecco perché credo che l'Unione europea debba perseguire con forza, attraverso tutti gli strumenti a disposizione, la difesa delle buone pratiche che abbiamo adottato e combattere con grande determinazione tutti coloro che nel resto del mondo continuano a fare esperimenti sugli animali.

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Vsako leto v kozmetični industriji več kot 100.000 poskusnih živali umira v agoniji. Številke so neverjetne, od 200.000 pa tja do 500.000 živali.

Torej težko govorimo o dobrobiti živali, če vemo, da veliko držav tudi izven EU še vedno dovoljuje poskuse na živalih in trženje kozmetičnih izdelkov, testiranje za njih. In resnična dilema pri tem je, koliko časa bomo seveda še obravnavali to dejstvo kot neprijetno resnico.

Evropa ima sicer uspešen, inovativen kozmetični sektor, z dvema milijonoma delovnih mest. Pokazalo se je, da prepoved poskusov na živalih nikakor ni ogrozila razvoja tega sektorja. Raziskave na področju alternativnih metod pa so dosegle celo izjemne rezultate.

Ta model je potrebno prenesti tudi na globalen nivo in s tem ciljem zavezati tudi svetovno trgovino in pa trgovsko organizacijo in OZN. Mislim, da tukaj kot Parlament lahko storimo veliko.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, svým hlasem jsem podpořila rezoluci navrhuující globální zákaz testování kosmetických přípravků a jejich přísad na zvířatech. V Evropské unii platí tento zákaz již pět let. Týrání zvířat by však v 21. století nemělo být tolerováno nikde ve světě, nejen v Evropské unii.

Výzkumy nám navíc ukazují, že alternativní metody jsou také efektivnější. Souhlasím s tím, aby Evropská unie využila svého vlivu a aktivně se angažovala ve snaze vyjednat mezinárodní dohodu, která by vedla k zákazu i mimo Evropskou unii. Vážím si aktivní role Evropské unie při vyvíjení alternativních metod a vítám prohlášení Komise, která přislíbila, že bude v obchodních dohodách prosazovat doložky o zákazu testování na zvířatech. Doufám, že se na území EU jednoho dne bude pamatovat nejen jako na průkopníka zákazu testování, ale i jako hnací sílu světového zákazu.

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Madame la Présidente, en 2013 nous avons interdit dans l'Union européenne les tests sur les animaux pour les produits cosmétiques. Mais 5 ans après, nous constatons que des failles persistent et la pratique finit par être délocalisée et de nombreux produits cosmétiques produits à l'étranger sont vendus sur le marché européen.

Il est heureux que notre Parlement européen appelle aujourd'hui à cette interdiction au niveau mondial, mais il faut aller plus loin en bannissant la vente de ces produits sur le marché européen. Et puis je veux dire que nous devons aujourd'hui nous hisser à la hauteur des exigences de notre temps, il n'est pas admissible que les animaux soient devenus des martyrs ou soient sacrifiés pour quelque coquetterie que ce soit. Cela n'est pas digne de l'espèce humaine et nous devons aller plus loin pour promouvoir aujourd'hui les alternatives à l'expérimentation animale.

Frédérique Ries (ALDE). – Madame la Présidente, lapins, hamsters, souris, plusieurs millions d'animaux sont tués chaque année dans les laboratoires du monde entier alors que, pour les cosmétiques, aujourd'hui, plus rien ne le justifie. Des méthodes de tests alternatifs existent, plus rapides, plus efficaces et moins chères, la plupart du temps. Les citoyens nous appellent, les ONG sont toutes mobilisées, les consommateurs choisissent les marques qui refusent les tests sur les animaux, tout nous indique que les Européens sont sensibles à cette souffrance animale et veulent, bien évidemment, la réduire.

L'Union européenne a interdit les tests sur les animaux, il y a tout juste cinq ans aujourd'hui. Nous avons été les premiers à le faire. Plusieurs pays marchent depuis dans nos pas: Israël, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, bientôt l'Australie, le Canada, le Brésil. C'est bien mais ce n'est pas assez.

Nous demandons maintenant que le combat soit porté aux Nations unies avec une convention qui sonne le glas de ces tests partout dans le monde. Cinq ans maintenant, le temps nous est compté pour élargir le cercle vertueux.

(Quelques mots en anglais)

Sylvie Goddyn (ENF). – Madame la Présidente, l'interdiction de l'expérimentation animale pour les cosmétiques au sein de l'Union européenne a porté ses fruits. Premièrement, ce texte confirme le bilan positif de l'interdiction. Deuxièmement, les importations de cosmétiques en provenance des pays tiers ne seront plus issues de tests sur les animaux. Troisièmement, avec cette résolution, nous faisons preuve de responsabilité puisque nous réaffirmons que des solutions alternatives existent et que l'Europe les utilise depuis 2013.

Enfin, nous allons plus loin en appelant la communauté internationale et les pays tiers à nous suivre sur cette voie et à accorder, dans le cadre des accords de libre-échange, une attention particulière au respect de notre législation en la matière.

Cosignataire de ce texte, j'ai évidemment voté en sa faveur.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já jsem přesvědčen, že používání zvířat kvůli kráse nevyhovuje přesvědčení nejen mému, ale i řadě Evropanů nebo pevně doufám, že všem Evropanům v našem evropském prostoru. Jsem velmi rád, že Evropská unie je lídrem v této oblasti a že skutečně určuje směr, na druhou stranu přístup těchto výrobků, které právě nevyhovují našim pravidlům, na náš evropský trh si myslím, že může být velmi problematický, do jisté míry dokonce až pokrytecký. Pokud stanovíme zákaz používání zvířat v evropském prostoru právě pro kosmetické účely a potom nepokrytě konzumujeme tyto výrobky vyráběné v okolních zemích, tak si myslím, že do jisté míry jsme pokrytečtí. Tudíž já také volám pro zneprístupnění našich trhů pro právě tyto výrobky a po alternativních výzkumech využití pro kosmetické účely bez užití zvířat.

Andrejs Mamikins (S&D). – Madam President, the global ban on animal testing for cosmetics is one of the battles successfully led by my political group, the Socialists and Democrats. The S&D was at the forefront of this issue in 2004 when the European Union stopped the testing of finished cosmetic products, and we were also there when the ban on the importation and sale of any such cosmetics was introduced. However, around 80 countries still allow the testing of cosmetics and toiletries on animals. Causing pain to animals is a great cruelty. We must help our international partners to eliminate this culture of cruelty from their societies. That is important, and it is important that both the UN and Member States promote a cruelty-free approach in their bilateral trade relations. I voted in favour.

8.7. Obecna sytuacija i perspektywy na przyszłość dla unijnych sektorów hodowli owiec i kóz (A8-0064/2018 - Esther Herranz García)

Explications de vote orales

Момчил Неков (S&D). – г-жо Председател, секторите овцевъдство и козевъдство имат хилядолетна история в Европа. Същевременно обаче, все по-често на европейския пазар присъстват овчи продукти най-вече от страни като Австралия и Нова Зеландия. Сектор овцевъдство трябва да бъде изваден от едно бъдещо споразумение и с двете държави Нова Зеландия и Австралия, защото условията за производителите там са много по-ниски, отколкото пред европейските, а това поставя европееца в неконкурентоспособно положение.

Новата обща селскостопанска политика, за съжаление, предвижда по-малък паричен ресурс в следващия програмен период. Това неимоверно ще има негативни последици върху привлекателността на селското стопанство, особено за младите хора. Затова вярвам, че за млади фермери, особено за чувствителни сектори като овцевъдство и козевъдство, трябва да се въведе удвояващ коефициент и респективно, по-голямо целево подпомагане.

Призовавам овцевъдите и козевъдите в моята страна България да се възползват от пазарните инструменти, като планински продукти и схемите за качество, за да защитим в най-скоро време качествените продукти и да върнем българското на масата.

Sylvie Goddyn (ENF). – Madame la Présidente, les secteurs ovin et caprin européens sont en très grande difficulté. La forte désaffection de ce secteur et le vieillissement des éleveurs additionnés aux différentes crises sanitaires ont profondément déstabilisé la filière. Ces secteurs ont toujours été les parents pauvres de l'élevage et les difficultés qu'ils rencontrent sont accentuées par les effets néfastes de la mondialisation et des accords de libre-échange.

Ce rapport présente de nombreuses mesures visant à améliorer la situation, notamment un statut protégé du loup raisonnable, la baisse des exigences de marquage dans les petites exploitations, une baisse des exigences liées au verdissement de la PAC, une mise en avant de l'élevage en extérieur et des méthodes traditionnelles de pâturage ainsi qu'une remise en cause de la présence de ces viandes dans les accords de libre-échange.

J'ai donc soutenu ce rapport.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Podczas ostatniej sesji w Strasburgu dowiedzieliśmy się, że unijne regulacje zniszczyły rynek produktów ekologicznych. Teraz dowiadujemy się, że tak samo zniszczyły produkcję owiec i kóz w Europie. Doprowadziliście do tego swoimi regulacjami, że na kontynencie, gdzie hodowla kóz i owiec była od wieków częścią dziedzictwa kulturowego, w tej chwili ten rynek ulega gwałtownej zapaści. Doprowadziliście do tego, że bardziej opłaca się importować przez pół świata mięso kozie z Nowej Zelandii, niż hodować na miejscu. No, i zamiast przestać się w to wtrącać, teraz będziecie pouczać konsumentów, żeby kupowali więcej koziego mleka, i dotować hodowlę kóz na miejscu.

Przeście się, na miłość boską, w to wtrącać, bo za chwilę przyjdą hodowcy świń i zapytają, w czym świny są gorsze od kóz, i dlaczego oni muszą znosić niesprawiedliwą konkurencję ze strony hodowców kóz.

8.8. Pluralizm mediów i wolność mediów w Unii Europejskiej (A8-0144/2018 - Barbara Spinelli)

Explications de vote orales

Curzio Maltese (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, nella mia lunga carriera di giornalista credo di non aver mai affrontato un periodo così buio e preoccupante per la libertà di informazione. 530 giornalisti uccisi sono il prezzo pagato alla libertà di stampa nel mondo, dal 2012 al 2016; in nove casi su dieci non si tratta di inviati in guerre lontane ma di cronisti locali, come era il caso di Daphne Caruana Galizia e di Ján Kuciak, le ultime vittime europee di questa strage.

La violenza non è la sola minaccia che incombe sulla libertà di stampa, ve ne sono altre: la concentrazione di potere, le condizioni precarie – spesso miserabili – dei giovani giornalisti, e ringrazio Barbara Spinelli per aver riportato questo tema al centro del dibattito. La libertà dei media è un valore fondante e centrale della nostra Unione ed è da questi valori che bisogna ripartire e non dai parametri economici, se vogliamo garantire un futuro al sogno europeo.

Jasenko Selimovic (ALDE). – Fru talman! I dag, på internationella pressfrihetens dag, är det väldigt bra att vi pratar om vikten av att skydda journalister, men jag tror tyvärr att vi måste göra mycket, mycket mer. Den granskande journalistiken är mer nödvändig än någonsin i tider av dessa populistiska *fake news*. Den populistiska högern vill emellertid inget annat än att den liberala pressen skräms på defensiven. Där har vi ett ansvar. Ingen redaktion ska behöva avstå från att göra reportage på grund av hot, vilket redan har hänt – inte bara det utan också att man har mördat journalister.

Utsattheten har också ett annat ansikte. Redan nu har vi problem med att rapportera från krigs- och katastrofområdena. Bara riktigt stora redaktioner har råd att rapportera, eftersom kostnaderna för ett sådant arrangemang, för en enda reporter och tillhörande team, helt enkelt är gigantiska. Det finns därför en risk för att en allt större del av samhället mycket snart täcks av allt färre, väldigt rika redaktioner, och därmed minskar mediemångfalden ännu mer.

Krisztina Morvai (NI). – Elnök Asszony, a gondolkodó embernek a tévétávkapcsoló nagyon jó barátja. És jól meg lehet ítélni a médiapluralizmus helyzetét akkor, hogyha az ember abban a szerencsés helyzetben van, hogyha például a sokat gyalázott Magyarországon is ott tud ülni a tévé előtt, saját hazájában változtatva a csatornákat és Nyugat-Európa különböző országaiban is. Hát sokak számára fájdalommal jelentem – bár gondolom a nyugat-európai barátainknak semmi újat nem mondok ezzel –, hogy a helyzet pont fordított, mint ahogy megpróbálja beállítani az Európai Unió. Ugye, folyamatosan bennünket, Magyarországot, Lengyelországot gyaláznak és vádolnak azzal, hogy nálunk nincs szólásszabadság, nincs véleménynyilvánítási szabadság, nincs sajtószabadság. Eközben Nyugat-Európában – és biztos vagyok benne, hogy a nyugatiak is ezzel többségükben egyetértenek, hogy így van – tapasztaljuk azt, hogy egyre inkább főleg a gyűlöletbeszéd jelszavával és arra hivatkozással vesznek vissza a sajtószabadságból, médiaszabadságból, szólásszabadságból.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Bla ebda dubju, il-fatt li hadna dan il-vot illum huwa ghalija sinifikanti ghaliex, kif nafu, hadna dan il-vot precizament fil-jum dinji għar-rigward tal-harsien tal-libertà tal-istampa u tal-midja. Għalhekk hija wkoll okkażjoni, kif qalu anki xi kelliema qabli, li llum infakkru ġurnalisti bħal Daphne Caruana Galizia, bħal Ján Kuciak, li huma ġurnalisti li ssagrifikaw hajjithom fit-tfittxija għal-libertà u fit-tfittxija għall-verità kollha, biex huma jghadduha favur il-poplu.

Irrid infakkra li meta ġurnalisti jiġu eliminati, huma wkoll id-drittijiet tas-soċjetà shiha li jiġu eliminati, għax dik is-soċjetà titef dak is-sors ta' informazzjoni kruċjali. Meta llum ġurnalisti investigattivi – bħal dawg li qed ikomplu x-xogħol ta' Daphne Caruana Galizia f'Malta – jikkxfu l-qerq u l-korruzzjoni, aktar nagħrfu l-htieġa tagħhom. Huwa ta' għajb meta jkun hemm xi Stati Membri li flok jagħtu għieh lil dawn il-ġurnalisti, jippruvaw jiddiskreditawhom.

Urszula Krupa (ECR). – Pani Przewodnicząca! Sprawozdanie z własnej inicjatywy w sprawie pluralizmu i wolności mediów w Unii Europejskiej zawiera szereg ważnych kwestii. Jednak niektóre zapisy dotyczące nowych form ograniczania wolności słowa, czy dotyczące braku zagwarantowania warunków pluralizmu są dla mnie nie do przyjęcia. Dlatego wstrzymałam się od głosu.

Zapisy ignorują konieczność przywrócenia rzeczywistych warunków w byłych społeczeństwach, w totalitarnych mediach, gdzie środowiska uznawane za wrogie przez władze komunistyczne były prześladowane, a ich poglądy lekceważone albo piętnowane. Podobnie zmiany dotyczące traktowania zniesławienia mogą doprowadzić do publicznego niszczenia ludzi za zasłoną wolności prasy i medialnej debaty. Co jest wykorzystywane w walce z inaczej myślącymi albo mającymi poglądy dalekie od poprawności politycznej, a sprawy cywilne obciążają ofiary. Także bezprawne jest powoływanie się na konwencję stambulską, która nie została ratyfikowana przez jedną trzecią państw Unii.

Момчил Неков (S&D). – г-жо Председател, уважаеми колеги, плурализъмът, свободата и независимостта на медиите са нещо, с което не може да си позволим да правим компромис. Те са преди всичко пазители и гаранти на демокрацията.

За съжаление трябва да признаем, че напоследък на територията на Европейския съюз все по-често има посегателства върху свободата на словото. Убийството на малтийската журналистка Дафне Каруана Галиция сигнализира за драстично влошаване на медийната свобода в Европейския съюз. За съжаление това не е изолиран случай.

Посегателства върху свободата на медиите има и в моята страна България. Годишната класация на „Репортери без граници“ отрежда на България 111-то място по свобода на словото. Без изненада ние сме на последно място в Европейския съюз, като дори държавите от Западните Балкани се оправят по-добре от нас. Да си журналист в България не е лека задача в днешно време. Задкулисното договаряне между олигарси, медии и управляващи не е тайна за никого. Страхното е, когато започнем да възприемаме това за нещо нормално.

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Seveda medijski pluralizem in svoboda medijev sta ključna elementa za spremljanje demokracije, za ohranjanje demokratičnih standardov. Žal pa seveda je tudi to dejstvo, da je svoboda medijev premosorazmerna z dolgo roko kapitala, ki torej ne skriva vedenja o tem, kako močna je sila medijev, in po drugi strani seveda prekarnih odvisnih delovnih razmerij novinarjev. In ravno zato seveda se lahko krepi tudi obseg novic, ki so lažne, tudi tako imenovani sovražni govor.

In posledica tega je tudi, da se vedno bolj oža ta svoboda novinarskega dela in tudi novinarji niso tisti, ki naj bi bili žrtve, tudi tisti, ki so plačali s svojim življenjem.

Predvsem pa je potrebno, da se postavijo odločni standardi in se torej jasno naredi ločnica med pravico govora, izražanja, in na drugi strani cenzuro, ker je meja včasih zelo tanka.

Monica Macovei (ECR). – Doamna președintă, Ján Kuciak și Daphne Caruana Galizia au fost uciși când au expus brațe ale caracatiței transnaționale de crimă organizată, de trafic de droguri, de corupție și de spălare de bani. Avem nevoie de adevăr, pentru că numai adevărul și libertatea – a presei, în primul rând, care dă libertate oamenilor – ne feresc de dictatură și ne păstrează în democrație.

Controlul: Mai multe state europene adoptă modelul rusesc al presei controlate de oligarhii loiali puterii. Tocmai de aceea, în aceste condiții, am depus un amendament pentru bugetul anului 2019 pentru crearea unui fond de finanțare a jurnaliștilor de investigație independenți. Lumea are nevoie de adevăr, pentru că numai așa poate lupta, dacă are adevăr și libertate, împotriva minciunii, propagandei și dictaturii.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, Světový den svobody médií je dobrou příležitostí, abychom si připomněli význam svobodných médií, jejich roli a také, abychom vyzvali k podpoře veřejnoprávních médií, které mají zásadní roli pro objektivní informovanost našich občanů. Musíme bojovat proti *fake news* a šířícím se dezinformačním kampaním. Jsem proto ráda, že také z evropských prostředků je možné využít podporu na veřejnoprávní média a mediální gramotnost občanů všech věkových kategorií. Dokument dále vyzývá členské státy k většímu zapojení žen v médiích proto, aby se více zúčastnily jako expertky i ve vedoucích pozicích. Komise by měla spolu s členskými státy bojovat proti dezinformačním kampaním a za nezávislost médií. Daphne Galiziová, Ján Kuciak – to jsou oběti, které přinesli proto, aby média plnila svoji roli a měli bychom jejich jména připomínat.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Korzystamy z rezolucji z 2013 r., jak i z Monitora Pluralizmu Mediów – instrumentu może niedoskonałego, ale dobrze, że jest, i dobrze, że jest także w tym sprawozdaniu przywoływany. Natomiast patrząc na ten okres pomiędzy 2013 r. a obecnym, bez wątplenia nie możemy mieć satysfakcji. Żadnej, podkreślam: żadnej. Wspomniani dziennikarze zamordowani na Słowacji, na Malcie czy też zamach w Irlandii, ale także 120 dziennikarzy przetrzymywanych w więzieniach w Turcji – to jest stan faktyczny.

Z drugiej strony musimy pamiętać jeszcze o jednym elemencie: nie wiemy dziś, czego w sieci jest więcej, czego więcej jest w internecie. Czy *fake newsów* – fałszywych informacji, fałszywych przekazów, fałszywych ocen, czy tych prawdziwych, wymagających solidności, profesjonalizmu, prawdziwej pracy? Zwracam przy tej okazji uwagę także na cyberataki oraz na propagandę, propagandę uprawianą w Europie na rzecz państw zewnętrznych. Wszystkie te elementy muszą się składać na bardziej skuteczne mechanizmy kontroli wolności mediów i prawdy w mediach.

Ангел Джамбазки (ECR). – г-жо Председател, гласувах „въздържал се“ по този доклад на колегата Спинели по няколко причини.

Няма никакво съмнение, че свободата на медиите е от ключово значение за нивото на демокрацията. Няма никакво съмнение, че свободните журналисти и свободните медии трябва да бъдат пазени и насърчавани. В света, и в Европа в частност, сме свидетели в момента на безпрецедентен натиск върху журналисти, върху издания, върху цели сектори от тази сфера.

Но от друга страна стои въпросът и с фалшивите новини. Стои въпросът с това как се поднасят новините на обществото и на обществата изобщо. И това е съществен въпрос, който трябва да бъде отправен и към самите собственици, и към самите редактори, и към работещите в тях.

От друга страна, този доклад съдържа несъгласувани и ненужни препратки към Истанбулската конвенция, която една трета от държавите в Европейския съюз не са ратифицирали. Няма никаква причина да се смесват двете теми и това е, според мен, вредно и грешно.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, όπως ανέφερα και στη χθεσινή μου παρέμβαση, ένα χρόνο πριν τις ευρωεκλογές το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλουν να διασφαλίσουν ότι θα υπάρξει πολυφωνία, ότι θα σταματήσουν οι αναληθείς ειδήσεις, ότι θα σταματήσει η προπαγάνδα, ότι θα υπάρξει πλουραλισμός, ότι θα δοθεί η δυνατότητα σε εμάς, στους ευρωβουλευτές και στις πολιτικές ομάδες, να ακουστεί η φωνή μας στις χώρες μας, διότι αυτό δεν ισχύει για την Ελλάδα, όπου υπάρχει φίμωση και του ECR και του κινήματός μας «Ελλάδα – Ο Άλλος Δρόμος», όπου πρέπει να διασφαλιστεί η παρουσία μας σε όλα τα μέσα μαζικής ενημέρωσης, να έχουμε χρόνο ανάλογο με τη δύναμη της πολιτικής μας ομάδας, που είναι η τρίτη σε δύναμη πολιτική ομάδα στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, και να σταματήσει η αποσιώπηση της δραστηριότητάς μας. Πριν λίγη ώρα εδώ έθεσα ένα ερώτημα στον κύριο Michel, τον Πρωθυπουργό του Βελγίου, ο οποίος είπε ότι πλέον και το Βέλγιο συμπαρίσταται στην Ελλάδα εν όψει των τουρκικών απειλών. Να δούμε, αυτή η είδηση θα εμφανιστεί στα μέσα μαζικής ενημέρωσης ή θα τη θάψουν κι αυτήν;

Andrejs Mamikins (S&D). – Madam President, the faces of the criminals are more familiar to us than the faces of journalists. Don't you find this unjust?

In the times of fake news and mis-information, journalists must be our new heroes. This is exactly the message that can be seen between the lines of this excellent report to which I have had the honour to contribute with amendments – and not only because I am a former journalist, but because we need to support traditional media. I voted in favour.

It is dangerous for our democracy that political information migrates more and more to the domain of Facebook and Twitter, and that is why I particularly welcome the call on the Commission to present a new mechanism on democracy, rule of law and fundamental rights. It should be based on concrete criteria.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já jsem skutečně přesvědčen, že role médií pro demokracii je nezastupitelná. Jsou klíčová nezávislá média a ty dnes čelí celé řadě útoků, jsou to *fake news*, o kterých se zde hovoří neustále. Média se stávají součástí hybridní války, informačního boje. Pak je zde problém autocenzury a dokonce i té naprosto nepřipustné cenzury. Média čelí útokům, v našem blízkém okolí jsou desítky, ba stovky novinářů ve vězení a dokonce v evropském prostoru jsou novináři vražděni. To je skutečně naprosto nepřipustné.

Já jsem přesvědčen o tom, že ta zpráva mohla být i lepší, nakonec jsem ji podpořil. Na druhou stranu obsahuje některá ustanovení, například problematickou ochranu oznamovatelů v bodě 37 a 38. I vzhledem k tomu, že dnes je ten svátek novinářů, jsem nakonec tuto zprávu podpořil, ale myslím si, že zatahování politických motivů do takovéto zprávy není zcela šťastné.

Anna Záborská (PPE). – Vážená pani predsedajúca, pri hlasovaní o správe o slobode médií som sa ocitla v dileme. Slobodu médií považujem za zásadnú podmienku pre fungovanie slobodnej spoločnosti, pretože len nezávislé médiá dokážu kontrolovať vládnu moc. Rovnako považujem za dôležité, aby sa aj na európskej pôde hovorilo o úkladnej a stále nevyšetrenej vražde novinára Jána Kuciaka a jeho snúbenice Marty Kušnírovej.

Ale odmietam, aby sa tieto témy zneužívali na bezohľadné presadzovanie takzvaného Istanbulskeho dohovoru, s ktorým nemajú vôbec nič spoločné. Tí, ktorí to robia, vedome a zámerne vytlačujú kresťanov z občianskej spoločnosti a dávajú za pravdu jej kritikom. Z protestu proti týmto praktikám som nakoniec uznesenie nepodporila.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Głosowałem przeciwko tej rezolucji, ponieważ mimo ładnego tytułu o ochronie wolności mediów zawiera w ona wiele szkodliwych typowych brukselskich regulacji. Wzywa na przykład w ustępie pierwszym do finansowania mediów w imię zapewnienia ich niezależności. No Drodzy Państwo, jeśli media będą finansowane przez rząd, to nie będą niezależne, będą właśnie zależne od rządu. I to jest chyba najgorszy rodzaj zależności, jaki może być dla mediów.

Ponadto zamierzacie mieszać się do polityki dostępu do internetu. No to będzie jak z tymi kozami i owcami za parę lat, że trzeba będzie za niedługo ratować upadający sektor, jak się znowu w niego wmieszacie. Będziemy musieli, żeby się czegoś dowiedzieć, tłumaczyć chińskie strony internetowe. Chcecie wpisać do praw człowieka prawo dostępu do internetu – no to jak to ma wyglądać? To oznacza, że inni będą mieli obowiązek zapewnienia temu komuś dostępu do internetu, jeśli on ma prawo dostępu do niego niezależnie od tego, czy za niego zapłacił czy nie. Kto ma to robić? I dlaczego ma jeden człowiek żyć na koszt drugiego?

9. Korekty do głosowania i zamiar głosowania: patrz protokół

10. Przesunięcie środków: patrz protokół

11. Składanie dokumentów: patrz protokół

12. Przekazanie tekstów przyjętych w trakcie obecnego posiedzenia : patrz protokół

13. Kalendarz następnych posiedzeń: patrz protokół

14. Zamknięcie posiedzenia

(La séance est levée à 12h57)

15. Przerwa w obradach

La Présidente. – Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

Skróty i symbole

*	Procedura konsultacji
***	Procedura zgody
***I	Zwykła procedura ustawodawcza, pierwsze czytanie
***II	Zwykła procedura ustawodawcza, drugie czytanie
***III	Zwykła procedura ustawodawcza, trzecie czytanie

(Typ procedury zależy od podstawy prawnej zaproponowanej w danym projekcie aktu.)

Rozwinięcia skrótów nazw komisji parlamentarnych

AFET	Komisja Spraw Zagranicznych
DEVE	Komisja Rozwoju
INTA	Komisja Handlu Międzynarodowego
BUDG	Komisja Budżetowa
CONT	Komisja Kontroli Budżetowej
ECON	Komisja Gospodarcza i Monetarna
EMPL	Komisja Zatrudnienia i Spraw Socjalnych
ENVI	Komisja Środowiska Naturalnego, Zdrowia Publicznego i Bezpieczeństwa Żywności
ITRE	Komisja Przemysłu, Badań Naukowych i Energii
IMCO	Komisja Rynku Wewnętrznego i Ochrony Konsumentów
TRAN	Komisja Transportu i Turystyki
REGI	Komisja Rozwoju Regionalnego
AGRI	Komisja Rolnictwa i Obszarów Wiejskich
PECH	Komisja Rybołówstwa
CULT	Komisja Kultury i Edukacji
JURI	Komisja Prawna
LIBE	Komisja Wolności Obywatelskich, Sprawiedliwości i Spraw Wewnętrznych
AFCO	Komisja Spraw Konstytucyjnych
FEMM	Komisja Praw Kobiet i Równych Szans
PETI	Komisja Petycji
DROI	Podkomisja Praw Człowieka
SEDE	Podkomisja Bezpieczeństwa i Obrony

Rozwinięcia skrótów nazw grup politycznych

PPE	Grupa Europejskiej Partii Ludowej (Chrześcijańscy Demokraci)
S&D	Grupa Postępowego Sojuszu Socjalistów i Demokratów w Parlamencie Europejskim
ECR	Grupa Europejskich Konserwatystów i Reformatorów
ALDE	Grupa Porozumienia Liberalistów i Demokratów na rzecz Europy
GUE/NGL	Konfederacyjna Grupa Zjednoczonej Lewicy Europejskiej/Nordycka Zielona Lewica
Verts/ALE	Grupa Zielonych/Wolne Przymierze Europejskie
EFDD	Europa Wolności i Demokracji Bezpośredniej
ENF	Grupa Europa Narodów i Wolności
NI	Niezrzeszeni